

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Palestine

Dossier

N° 588 du 03.09.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

L'ONU juge «excessif» le raid d'Israël contre la flottille pour Gaza.

1 Dossier

1-1 Saleh Al-Naami : Le futur Etat trompeur demandé par le Fatah prépare l'instauration d'un Etat autocratique .

1-2 Le vote de septembre aux Nations Unies : l'AP de Ramallah prépare-t-elle une nouvelle capitulation ?

1-3 Lieberman veut qu'Israël coupe tout contact avec Abbas avant l'ONU.

1-4 Soltanov : Défendre les Palestiniens c'est défendre " l'Omma " arabe !

1-5 Dossier : FLOTTILLE.

1-6 Dossier : GAZA

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

2-1 Marvan Abouras (Hamas) : Le silence des Arabes encourage les sionistes dans leurs exactions.

2-2 Israël ne connaît que la guerre et le meurtre.

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

3-1 Achat De Drones : Sarkozy vide les caisses de l'état pour remplir les poches de Dassault et financer l'industrie militaire israélienne.

3-3 flottille-humanitaire-ou-de-solidarite-le-blocus-de-ghaza-continue/.

Tiré a part

L'ONU juge «excessif» le raid d'Israël contre la flottille pour Gaza.

Le rapport de l'ONU sur l'attaque d'une flottille pour Gaza en 2010 souligne que l'opération de la marine israélienne était «excessive», selon des extraits publiés jeudi par le *New York Times*.

Le rapport, qui n'a pas encore été officiellement diffusé et qui a ouvert une crise entre Israël et la Turquie, indique cependant que le blocus israélien de Gaza est légal au regard du droit international.

«La décision d'Israël de prendre le contrôle des bateaux avec une telle force à grande distance de la zone du blocus et sans mise en garde préalable était excessive et déraisonnable», conclut l'enquête, menée par l'ancien premier ministre de Nouvelle-Zélande Geoffrey Palmer.

Ce document ajoute néanmoins que la flottille, composée de six bateaux, «a agi de façon imprudente en essayant de forcer le blocus naval» mis en place autour de Gaza, un territoire palestinien contrôlé par le mouvement islamiste Hamas.

L'enquête invite Israël à exprimer «une déclaration appropriée de regret» pour ce raid et de verser des dédommagements aux familles des huit Turcs et un Américain d'origine turque tués lors de l'intervention sur le *Mavi Marmara* (un navire de la flottille battant pavillon turc) ainsi qu'aux blessés.

La Turquie et Israël devraient renouer des relations diplomatiques pleines et entières, «raccourant leurs relations dans l'intérêt de la stabilité au Moyen-Orient», ajoute le rapport.

Le porte-parole adjoint de l'ONU Eduardo del Buey a annoncé jeudi que ce rapport serait soumis au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon «dans les prochains jours». Il a précisé que la confirmation de la date de diffusion serait donnée vendredi.

La publication de ce rapport a déjà été reportée plusieurs fois cette année afin de permettre à Israël et la Turquie de réduire leurs divergences.

Une vedette de l'armée israélienne escorte le Mavi Marmara avec à son bord des éléments de Tsahal, près du port d'Ashdod, le 31 août 2010.

Agence France-Presse

http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201109/01/01-4430823-lonu-juge-excessif-le-raid-disrael-contre-la-flottille-pour-gaza.php?utm_categorieinterne=traficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B12_en-manchette_278_section_POS1

1 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Saleh Al-Naami : Le futur Etat trompeur demandé par le Fatah prépare l'instauration d'un Etat autocratique ..

Ndlr :La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

Le vote de septembre aux Nations Unies : l'AP de Ramallah prépare-t-elle une nouvelle capitulation ?

Déterminés à solliciter le mois prochain un vote des Nations Unies reconnaissant la Palestine, les chefs de l'Autorité de Ramallah sont très occupés à convaincre Washington et Tel Aviv qu'il n'y a absolument pas lieu pour eux de s'inquiéter, écrit Saleh Al-Naami.

La réunion commanditée dans un hôtel de Londres par Khaled Al-Ateya, le Ministre qatari de la coopération internationale, a duré jusqu'au lendemain vendredi à 4h du matin, avec la participation de Saeb Ereikat, membre du comité directeur de l'Organisation de Libération de Palestine [OLP], et d'un certain nombre d'experts britanniques en matière de droit international. Le but était de préparer pour le compte de l'OLP une ébauche du document devant être présenté en septembre devant les Nations Unies pour la reconnaissance d'un Etat palestinien. Les juristes et experts britanniques ont assuré Ereikat que selon le droit international, l'OLP a plusieurs puissants arguments juridiques à faire valoir devant les Nations Unies.

A première vue, la réunion semblait donner la preuve de la détermination palestinienne à aller de l'avant par rapport à son projet de septembre, et qu'en particulier le *président* palestinien Mahmoud Abbas, insistait sur le fait que l'Autorité Palestinienne sollicitera une reconnaissance de la Palestine par les Nations Unies. Mais un regard plus attentif fait émerger quelques doutes quant au sérieux de cet objectif, Ereikat déclarant lui-même qu'une date n'avait pas été encore fixée pour la démarche devant les Nations Unies - contrairement à ce que certains dirigeants palestiniens avaient déclaré, à savoir que cette demande serait faite en septembre. D'autres indices font apparaître des tentatives, à l'initiative d'Abbas, de relancer des entretiens bilatéraux avec Israël dans l'espoir que d'éventuels résultats puissent permettre d'éviter de se présenter devant les Nations Unies en septembre. Les médias palestiniens et israéliens ont fait savoir que le président israélien Shimon Peres avait décommandé une réunion secrète avec Abbas après que le premier ministre israélien Binyamin Netanyahu ait refusé de donner à Peres le moindre message positif à destination d'Abbas pouvant représenter un progrès et convaincre le *président* palestinien de ne pas se rendre à l'ONU. Les cercles palestiniens rejettent cette éventualité, arguant du fait que l'AP n'aboutira à rien en allant à l'ONU alors que des négociations seraient en cours.

« Aller à l'ONU devrait faire partie d'une nouvelle stratégie pour remplacer la stratégie des entretiens bilatéraux, » a suggéré Hani Al-Masri, directeur du Centre palestinien pour les médias, la recherche et les études [Palestinian Media, Research and Studies Centre]. « Nous avons payé un prix élevé en comptant sur des négociations pour atteindre les buts qui sont les nôtres. Aller aux Nations Unies doit être une politique permanente, et pas simplement une réaction temporaire suite à des entretiens bilatéraux qui n'ont rien donné. Solliciter le Conseil de Sécurité doit être le premier chapitre d'une nouvelle stratégie alternative palestinienne, laquelle inclut aussi d'autres chapitres, épisodes et étapes pour déterminer la marche à suivre après la fin et l'échec du processus de paix. L'engagement du mois de septembre devrait être le début du désengagement des négociations bilatérales initiées par les accords d'Oslo, suivies jusqu'à aujourd'hui et qui n'ont amené que des catastrophes, la perte de

notre terre, de Jérusalem et l'affaiblissement de notre cause. [Oslo] a divisé notre peuple et sa patrie, et a fait régresser la cause palestinienne à tous les niveaux. »

Al-Masri a souligné les nombreux obstacles s'opposant à l'engagement de septembre, avec en premier plan l'objection des Etats-Unis et des principaux Etats européens à reconnaître un Etat palestinien, et il met en garde contre le Quartet, qui a été incapable de définir la base ou le cadre de référence d'un processus de paix. Al-Masri a expliqué aussi que l'importance de la décision d'aller à l'ONU « se situe dans le fait que c'est un divorce définitif par rapport à l'option des négociations bilatérales, et une préparation pour l'adoption d'une autre stratégie permettant d'atteindre les objectifs que les négociations ne pouvaient pas remplir. »

Il a en même temps prévenu de ne pas attendre trop de bénéfices de la démarche devant les Nations Unies, la réalité étant que les territoires palestiniens sont sous l'occupation militaire israélienne, quelque soit leur statut juridique.

Même si l'AP [de Ramallah] va au bout de sa démarche devant les Nations Unies en septembre, il y a des signes que la direction de l'AP fait son maximum pour envoyer des signaux destinés à rassurer Tel Aviv et Washington, selon lesquels les conséquences de cette initiative n'iront pas au-delà sièges sociaux de l'ONU. Et en particulier qu'Israël ne fera pas face à aucune répercussion sur le terrain. Les preuves les plus évidentes sont qu'Abbas a accepté d'envoyer les responsables des agences de sécurité de l'AP à Washington pour qu'ils y rencontrent leurs homologues israéliens sous les auspices de Dennis Ross, conseiller du Président Barack Obama. Ross souhaite s'assurer que les agences de sécurité de Ramallah ne permettront pas que septembre devienne un tournant dans les manifestations de la résistance populaire palestinienne contre l'occupation.

Les Américains et les Israéliens savent bien que les agences de sécurité de l'AP ne toléreront jamais une relance de la résistance armée à l'occupation en Cisjordanie, mais ils s'inquiètent de la possibilité que l'engagement de septembre ne devienne, pour des protestations populaires, un tournant qui déclencherait une troisième Intifada. Ross n'a pas seulement convoqué les chefs des agences de sécurité de l'AP pour en obtenir l'engagement qu'ils ne permettront pas un soulèvement populaire dans la foulée du vote de septembre, mais aussi pour superviser un accord entre les chefs de sécurité de l'AP et l'armée israélienne sur un plan détaillé pour atteindre cet objectif. Les Etats-Unis veulent rassurer Tel Aviv selon quoi la réaction palestinienne après septembre demeurera dans les limites tolérées. En pratique, cela signifie que les Etats-Unis veulent établir un mécanisme calmant les appréhensions israéliennes que la situation ne se détériore au point de menacer Israël et d'épuiser l'armée d'occupation et ses agences de sécurité.

Après les réunions de Washington, l'AP a envoyé des signaux clairs et évidents montrant qu'elle ne prévoyait pas de changer les règles du jeu. Elle a intensifié ses campagnes d'arrestations contre les responsables et militants du mouvement Hamas et du Jihad Islamique en Cisjordanie, en dépit de l'accord national inter-palestinien de réconciliation. Un autre indicateur est le sabotage de cet accord de réconciliation par Abbas, lequel insiste pour que Salam Fayyad dirige le nouveau gouvernement intérimaire, bien que la nomination de celui-ci soit fermement rejetée par le mouvement Hamas et contestée même à l'intérieur du Fatah.

En attendant, les doutes sont nombreux concernant les déclarations faites au sujet d'une crise financière dans l'AP et de son incapacité à verser les salaires, alors que les experts économiques insistent sur le fait que les finances de l'AP n'ont pas évolué de façon dramatique. Même s'il y avait une crise, l'Algérie a récemment versé à l'AP près de 60 millions de dollars et l'Arabie Saoudite a pris la décision de transférer dans l'urgence une aide financière.

Bassam Zakarna, président du syndicat des employés de l'AP et une importante figure du Fatah, a indiqué que la crise financière annoncée par Fayyad est fabriquée de toutes pièces. Zakarna a mis en accusation le gouvernement de Ramallah, disant que le trésor de l'AP dispose des liquidités nécessaires pour verser les salaires mais qu'il a choisi de ne pas le faire afin de développer un sentiment de frustration parmi ses employés. D'autres observateurs estiment que la supposée crise des salaires vise à distraire l'attention des gens avec deux objectifs. D'abord préparer le terrain pour une décision palestinienne de ne pas se rendre aux Nations Unies, ou de différer la démarche indéfiniment. Ensuite pour limiter les réactions populaires palestiniennes à propos de septembre en fixant l'attention de chacun sur ses problèmes financiers.

Dans les semaines à venir, nous ne pouvons que nous perdre en conjectures sur les implications pour les Palestiniens d'un vote en septembre. Si l'AP de Ramallah affirme que rien ne changera et refuse de dire au reste du monde et particulièrement aux Etats-Unis, que l'initiative de septembre représente un tournant, il n'y a aucune chance que cette étape puisse faire pression sur l'Occident pour que celui-ci change d'attitude envers Israël. D'autre part, le maintien du *statu quo* n'est pas une option...

Du moins si les chefs de l'AP souhaitent éviter la colère de la rue palestinienne.

jeudi 11 août 2011 -

Saleh Al-Naami

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=11007

1-2 Le vote de septembre aux Nations Unies : l'AP de Ramallah prépare-t-elle une nouvelle capitulation ?

Déterminés à solliciter le mois prochain un vote des Nations Unies reconnaissant la Palestine, les chefs de l'Autorité de Ramallah sont très occupés à convaincre Washington et Tel Aviv qu'il n'y a absolument pas lieu pour eux de s'inquiéter, écrit Saleh Al-Naami.

La réunion commanditée dans un hôtel de Londres par Khaled Al-Ateya, le Ministre qatari de la coopération internationale, a duré jusqu'au lendemain vendredi à 4h du matin, avec la participation de Saeb Ereikat, membre du comité directeur de l'Organisation de Libération de Palestine [OLP], et d'un certain nombre d'experts britanniques en matière de droit international. Le but était de préparer pour le compte de l'OLP une ébauche du document devant être présenté en septembre devant les Nations Unies pour la reconnaissance d'un Etat palestinien. Les juristes et experts britanniques ont assuré Ereikat que selon le droit international, l'OLP a plusieurs puissants arguments juridiques à faire valoir devant les Nations Unies. A première vue, la réunion semblait donner la preuve de la détermination palestinienne à aller de l'avant par rapport à son projet de septembre, et qu'en particulier le président palestinien Mahmoud Abbas, insistait sur le fait que l'Autorité Palestinienne sollicitera une reconnaissance de la Palestine par les Nations Unies. Mais un regard plus attentif fait émerger quelques doutes quant au sérieux de cet objectif, Ereikat déclarant lui-même qu'une date n'avait pas été encore fixée pour la démarche devant les Nations Unies - contrairement à ce que certains dirigeants palestiniens avaient déclaré, à savoir que cette demande serait faite en septembre. D'autres indices font apparaître des tentatives, à l'initiative d'Abbas, de relancer des entretiens bilatéraux avec Israël dans l'espoir que d'éventuels résultats puissent permettre d'éviter de se présenter devant les Nations Unies en septembre.

Les médias palestiniens et israéliens ont fait savoir que le président israélien Shimon Peres avait décommandé une réunion secrète avec Abbas après que le premier ministre israélien Binyamin Netanyahu ait refusé de donner à Peres le moindre message positif à destination d'Abbas pouvant représenter un progrès et convaincre le président palestinien de ne pas se rendre à l'ONU. Les cercles palestiniens rejettent cette éventualité, arguant du fait que l'AP n'aboutira à rien en allant à l'ONU alors que des négociations seraient en cours.

« Aller à l'ONU devrait faire partie d'une nouvelle stratégie pour remplacer la stratégie des entretiens bilatéraux, » a suggéré Hani Al-Masri, directeur du Centre palestinien pour les médias, la recherche et les études [Palestinian Media, Research and Studies Centre]. « Nous avons payé un prix élevé en comptant sur des négociations pour atteindre les buts qui sont les nôtres. Aller aux Nations Unies doit être une politique permanente, et pas simplement une réaction temporaire suite à des entretiens bilatéraux qui n'ont rien donné. Solliciter le Conseil de Sécurité doit être le premier chapitre d'une nouvelle stratégie alternative palestinienne, laquelle inclut aussi d'autres chapitres, épisodes et étapes pour déterminer la marche à suivre après la fin et l'échec du processus de paix. L'engagement du mois de septembre devrait être le début du désengagement des négociations bilatérales initiées par les accords d'Oslo, suivies jusqu'à aujourd'hui et qui n'ont amené que des catastrophes, la perte de notre terre, de Jérusalem et l'affaiblissement de notre cause. [Oslo] a divisé notre peuple et sa patrie, et a fait régresser la cause palestinienne à tous les niveaux. »

Al-Masri a souligné les nombreux obstacles s'opposant à l'engagement de septembre, avec en premier plan l'objection des Etats-Unis et des principaux Etats européens à reconnaître un Etat palestinien, et il met en garde contre le Quartet, qui a été incapable de définir la base ou le cadre de référence d'un processus de paix. Al-Masri a expliqué aussi que l'importance de la décision d'aller à l'ONU « se situe dans le fait que c'est un divorce définitif par rapport à l'option des négociations bilatérales, et une préparation pour l'adoption d'une autre stratégie permettant d'atteindre les objectifs que les négociations ne pouvaient pas remplir. »

Il a en même temps prévenu de ne pas attendre trop de bénéfices de la démarche devant les Nations Unies, la réalité étant que les territoires palestiniens sont sous l'occupation militaire israélienne, quelque soit leur statut juridique.

Même si l'AP [de Ramallah] va au bout de sa démarche devant les Nations Unies en septembre, il y a des signes que la direction de l'AP fait son maximum pour envoyer des signaux destinés à rassurer Tel Aviv et Washington, selon lesquels les conséquences de cette initiative n'iront pas au-delà sièges sociaux de l'ONU. Et en particulier qu'Israël ne fera pas face à aucune répercussion sur le terrain. Les preuves les plus évidentes sont qu'Abbas a accepté d'envoyer les responsables des agences de sécurité de l'AP à Washington pour qu'ils y rencontrent leurs homologues israéliens sous les auspices de Dennis Ross, conseiller du Président Barack Obama. Ross souhaite s'assurer que les agences de sécurité de Ramallah ne permettront pas que septembre devienne un tournant dans les manifestations de la résistance populaire palestinienne contre l'occupation. Les Américains et les Israéliens savent bien que les agences de sécurité de l'AP ne toléreront jamais une relance de la résistance armée à l'occupation en Cisjordanie, mais ils s'inquiètent de la possibilité que l'engagement de septembre ne devienne, pour des protestations populaires, un tournant qui déclencherait une troisième Intifada.

Ross n'a pas seulement convoqué les chefs des agences de sécurité de l'AP pour en obtenir l'engagement qu'ils ne permettront pas un soulèvement populaire dans la foulée du vote de septembre, mais aussi pour superviser un accord entre les chefs de sécurité de l'AP et l'armée israélienne sur un plan détaillé pour atteindre cet objectif. Les Etats-Unis veulent rassurer Tel Aviv selon quoi la réaction palestinienne après septembre demeurera dans les limites tolérées. En pratique, cela signifie que les Etats-Unis veulent établir un mécanisme calmant les appréhensions israéliennes que la situation ne se détériore au point de menacer Israël et d'épuiser l'armée d'occupation et ses agences de sécurité.

Après les réunions de Washington, l'AP a envoyé des signaux clairs et évidents montrant qu'elle ne prévoyait pas de changer les règles du jeu. Elle a intensifié ses campagnes d'arrestations contre les responsables et militants du mouvement Hamas et du Jihad Islamique en Cisjordanie, en dépit de l'accord national inter-palestinien de réconciliation. Un autre indicateur est le sabotage de cet accord de réconciliation par Abbas, lequel insiste pour que Salam Fayyad dirige le nouveau gouvernement intérimaire, bien que la nomination de celui-ci soit fermement rejetée par le mouvement Hamas et contestée même à l'intérieur du Fatah.

En attendant, les doutes sont nombreux concernant les déclarations faites au sujet d'une crise financière dans l'AP et de son incapacité à verser les salaires, alors que les experts économiques insistent sur le fait que les finances de l'AP n'ont pas évolué de façon dramatique. Même s'il y avait une crise, l'Algérie a récemment versé à l'AP près de 60 millions de dollars et l'Arabie Saoudite a pris la décision de transférer dans l'urgence une aide financière.

Bassam Zakarna, président du syndicat des employés de l'AP et une importante figure du Fatah, a indiqué que la crise financière annoncée par Fayyad est fabriquée de toutes pièces. Zakarna a mis en accusation le gouvernement de Ramallah,

disant que le trésor de l'AP dispose des liquidités nécessaires pour verser les salaires mais qu'il a choisi de ne pas le faire afin de développer un sentiment de frustration parmi ses employés.

D'autres observateurs estiment que la supposée crise des salaires vise à distraire l'attention des gens avec deux objectifs. D'abord préparer le terrain pour une décision palestinienne de ne pas se rendre aux Nations Unies, ou de différer la démarche indéfiniment. Ensuite pour limiter les réactions populaires palestiniennes à propos de septembre en fixant l'attention de chacun sur ses problèmes financiers.

Dans les semaines à venir, nous ne pouvons que nous perdre en conjectures sur les implications pour les Palestiniens d'un vote en septembre. Si l'AP de Ramallah affirme que rien ne changera et refuse de dire au reste du monde et particulièrement aux Etats-Unis, que l'initiative de septembre représente un tournant, il n'y a aucune chance que cette étape puisse faire pression sur l'Occident pour que celui-ci change d'attitude envers Israël. D'autre part, le maintien du statu quo n'est pas une option...

Du moins si les chefs de l'AP souhaitent éviter la colère de la rue palestinienne.

11 août

<http://weekly.ahram.org.eg/2011/105...>

1-3 Lieberman veut qu'Israël coupe tout contact avec Abbas avant l'ONU.

Le ministre israélien des Affaires étrangères estime qu'Israël doit rompre tout contact avec l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas en raison du projet de ce dernier de faire reconnaître un Etat palestinien à l'ONU. Avigdor Lieberman a indiqué ce dimanche qu'il réclamerait «que nous rompons tout contact» avec l'Autorité palestinienne «le plus tôt possible», avant l'assemblée générale de l'Onu en septembre.

Les observateurs s'attendent à ce que les Etats-Unis, qui disposent du droit de veto au Conseil de sécurité des Nations Unies, bloquent toute tentative de faire reconnaître un Etat palestinien. Un plan alternatif verrait Mahmoud Abbas demander à l'Assemblée générale de l'Onu de faire passer la Palestine du statut d'observateur à celui d'Etat non-membre. Il est difficile de dire dans quelle mesure Avigdor Lieberman, issu de la frange nationaliste israélienne, peut convaincre le Premier ministre Benjamin Netanyahu de couper les ponts avec le président Abbas.

Inquiétude du gouvernement israélien

Ces propos, tenus à la sortie d'une réunion au parlement, montrent en tout cas l'inquiétude du gouvernement israélien face aux possibles conséquences du projet palestinien. Avigdor Lieberman s'est notamment inquiété qu'un changement de statut de l'Autorité palestinienne lui donne un accès plus large à la Cour pénale internationale, où les Palestiniens pourraient engager des poursuites pour crimes de guerre contre des soldats israéliens.

Le chef de la diplomatie israélienne a également critiqué les appels à la manifestation de plusieurs responsables palestiniens, qui souhaitent que l'initiative à l'ONU soit soutenue par un mouvement populaire. «Il est clair que l'Autorité palestinienne organise une violence et un carnage d'une ampleur jamais vue auparavant», a déclaré Avigdor Lieberman. «Imaginez simplement que 40.000 personnes essayent de charger» à un point de contrôle dans la région de Jérusalem, a-t-il dit.

Reuters

20minutes.fr

Mis à jour le 07.08.11 à 18h00

<http://www.20minutes.fr/ledirect/767462/proche-orient-lieberman-veut-israel-couper-tout-contact-abbas-avant-onu>

1-4 Soltanov : Défendre les Palestiniens c'est défendre " l'Omme " arabe !

Une campagne de solidarité avec la Palestine a commencé dans la capitale russe, Moscou, concentrant sur la souffrance de la Bande de Gaza qui souffre encore de l'embargo et manque les simples exigences humanitaires. Les solidaires ont confirmé, le mercredi 17/8, que la campagne féroce lancée par l'Occident contre le peuple palestinien s'inscrit dans le cadre du complot tramé contre toute la région arabe, rappelant la communauté russe que l'attaque sioniste cible les Musulmans et les Chrétiens.

Le président du centre russe des études stratégiques, Dr. Shamel Sultanov, a considéré que "Tout le monde occidental s'est uni contre la cause palestinienne et que la mission principale de l'occident, des Etats-Unis, d'Israël" et toutes les sociétés sionistes est d'opprimer le peuple palestinien et à lui éliminer, ainsi que de l'exterminer comme un peuple exemplaire pour les autres peuples arabes afin de les terroriser, et donc notre défense du peuple palestinien est une protection de toute la nation". De son côté, le chercheur des relations internationales, Hamam Taleb, du centre socioculturel d'el-Qods à Moscou, a souligné que tous les sectes et nationalités en Russie se sont réunis à ce moment et à cet Iftar pour annoncer par leur présence qu'ils soutiennent toujours la Palestine .

Il a déclaré qu'une festivité centrale sera organisée au jour de la journée mondiale d'el-Qods au dernier vendredi de Ramadan en solidarité avec el-Qods et toute la Palestine de la mer à la fleuve comme une seule intégrité.

De plus le penseur et analyste politique russe, Orhan Jamal, a assuré que les Sionistes mènent une guerre avec les Musulmans et les Chrétiens en Palestine qui souffrent aussi l'horreur de la brutalité sioniste.

Dans le même contexte, le journaliste russe, Ruslan Korbanov, a attiré l'attention que l'oppression et l'injustice sionistes imposées sur les Palestiniens est une épreuve sur l'échec du niveau de la compréhension de la nation, en effet, nous devons assumer nos responsabilités devant l'histoire.

18/08/2011

<http://www.palestine-info.cc/>

1-5 Dossier : FLOTTILLE.

1 VIDEO Irish Rugby Players for Irish Ship to Gaza
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=4WV9ixJD_yg

2 Les Français portent plainte contre X.

Deux membres de l'Association France-Palestine Solidarité ont déposé une plainte contre X pour "enlèvement, séquestration, crime de piraterie et terrorisme" le 5 août au tribunal de Paris, à la suite de **l'arraisonnement du "Dignité al-Karama", bateau français participant à la flottille pour Gaza.** Ce bateau avait été intercepté une première fois par les gardes-côtes grecs alors qu'**il tentait de se rendre vers Gaza** au mépris de l'interdiction des autorités grecques. Le bateau avait quitté le pays **en prétendant se rendre vers l'Egypte**, avant de virer de bord et de tenter de rallier Gaza. **Il avait été intercepté le 19 juillet par la marine israélienne.**

Dans un communiqué, l'association dénonce "des menaces proférées par des militaires nombreux et lourdement armés qui visaient les passagers, l'utilisation de canons à eau et le fait que les armes des navires étaient braquées sur les passagers". Les passagers auraient été "séquestrés dans des cellules gardées par des hommes armés", avant d'être "transportés vers un centre de détention où ils ont subi une fouille au corps et des interrogatoires individuels".

Tous les passagers du bateau ont été expulsés vers la France le 20 juillet.

Israël a rejeté la demande américaine de s'excuser auprès de la Turquie pour l'abordage meurtrier d'une flottille pour Gaza, par ses commandos, qui avait coûté la vie à neuf passagers turcs, selon la presse israélienne.

Les deux principales stations de radio israéliennes ont rapporté mercredi que la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton avait téléphoné mardi au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avec une demande directe qu'il s'excuse auprès de la Turquie, demande qui a été rejetée par M. Netanyahu.

"Il a dit qu'Israël n'avait aucune intention de présenter des excuses pour le moment et attendait la publication du rapport de l'ONU", a indiqué la radio militaire.

Le 31 mai 2010, un commando israélien avait pris d'assaut dans les eaux internationales le ferry turc Mavi Marmara, navire amiral d'une flottille internationale qui voulait briser le blocus maritime de Gaza, tuant neuf passagers turcs.

Après ce raid meurtrier, la Turquie avait rappelé son ambassadeur à Tel-Aviv et assuré que les relations bilatérales ne seraient "plus jamais les mêmes".

La Turquie exige qu'Israël s'excuse pour l'abordage meurtrier, paie des indemnités aux familles des victimes et lève le blocus maritime de Gaza.

Israël s'est dit prêt à exprimer ses regrets et à verser des fonds "à titre humanitaire" aux parents des victimes, mais a jusqu'ici obstinément refusé de présenter ses excuses pour ne pas exposer ses militaires à une éventuelle vague de poursuites judiciaires.

Initialement, le rapport de l'ONU sur cette affaire devait être publié vers le 8 juillet, mais il a déjà été reporté à deux reprises et devrait être publié le 20 août.

AP

Publié le 11/08

3 H.Rachel : Israël rejette la demande américaine d'excuses à la Turquie

Israël a rejeté la demande américaine de s'excuser auprès de la Turquie pour l'abordage meurtrier d'une flottille pour Gaza, par ses commandos, qui avait coûté la vie à neuf passagers turcs, selon la presse israélienne.

Les deux principales stations de radio israéliennes ont rapporté mercredi que la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton avait téléphoné mardi au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avec une demande directe qu'il s'excuse auprès de la Turquie, demande qui a été rejetée par M. Netanyahu.

"Il a dit qu'Israël n'avait aucune intention de présenter des excuses pour le moment et attendait la publication du rapport de l'ONU", a indiqué la radio militaire.

Le 31 mai 2010, un commando israélien avait pris d'assaut dans les eaux internationales le ferry turc Mavi Marmara, navire amiral d'une flottille internationale qui voulait briser le blocus maritime de Gaza, tuant neuf passagers turcs.

Après ce raid meurtrier, la Turquie avait rappelé son ambassadeur à Tel-Aviv et assuré que les relations bilatérales ne seraient "plus jamais les mêmes".

La Turquie exige qu'Israël s'excuse pour l'abordage meurtrier, paie des indemnités aux familles des victimes et lève le blocus maritime de Gaza.

Israël s'est dit prêt à exprimer ses regrets et à verser des fonds "à titre humanitaire" aux parents des victimes, mais a jusqu'ici obstinément refusé de présenter ses excuses pour ne pas exposer ses militaires à une éventuelle vague de poursuites judiciaires.

Initialement, le rapport de l'ONU sur cette affaire devait être publié vers le 8 juillet, mais il a déjà été reporté à deux reprises et devrait être publié le 20 août.

2011.08.17

AFP

/H.Rachel

<http://www.echoroukonline.com/fra/actualite/politique/10805-israel-rejette-la-demande-americaine-d-excuses-a-la-turquie.html>

1-6 Dossier : GAZA

Le quotidien de certains habitants de gaza : A visionner en cliquant sur ce lien

<http://www.lcp.fr/emissions/docs-ad-hoc/vod/3156-rue-abu-jamil>

2 La bande de Gaza, attaquée, par des chasseurs israéliens.

Le gouvernement palestinien dirigé par Ismaïl Haniyeh, dans la Bande de Gaza a fermement dénoncé les agressions et les bombardements effectués par les forces de l'occupation sioniste contre des cibles civiles dans la Bande de Gaza, d'une manière qui confirme le caractère agressif et terroriste de l'entité sioniste et ses dirigeants.

Dans un communiqué publié le mercredi 3/8, à l'issue de sa réunion hebdomadaire, le gouvernement de Haniyeh a condamné les pratiques racistes des forces de l'occupation sioniste dans le but de judaïser la ville occupée d'al-Qods. Cela comprend l'interdiction pour les citoyens palestiniens des résidents de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza d'accéder la mosquée sainte d'al-Aqsa pour y prier, ce qui représente une violation fondamentale au droit de culte et au droit du citoyen palestinien de circuler.

Le gouvernement palestinien a appelé à améliorer la situation des réfugiés palestiniens dans les camps de réfugiés au Liban, et de leur permettre de poursuivre et appliquer ce qui est stipulé dans la déclaration ministérielle sur la facilitation de la vie des réfugiés et de leur donner les droits humanitaires et sociaux.

03-08

IRIB

3 Les agressions répétées de Gaza, la nature terroriste de l'entité

Le gouvernement palestinien dirigé par Ismaïl Haniyeh, dans la Bande de Gaza a fermement dénoncé les agressions et les bombardements effectués par les forces de l'occupation sioniste contre des cibles civiles dans la Bande de Gaza, d'une manière qui confirme le caractère agressif et terroriste de l'entité sioniste et ses dirigeants.

Dans un communiqué publié le mercredi 3/8, à l'issue de sa réunion hebdomadaire, le gouvernement de Haniyeh a condamné les pratiques racistes des forces de l'occupation sioniste dans le but de judaïser la ville occupée d'al-Qods. Cela comprend l'interdiction pour les citoyens palestiniens des résidents de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza d'accéder la mosquée sainte d'al-Aqsa pour y prier, ce qui représente une violation fondamentale au droit de culte et au droit du citoyen palestinien de circuler.

Le gouvernement palestinien a appelé à améliorer la situation des réfugiés palestiniens dans les camps de réfugiés au Liban,

et de leur permettre de poursuivre et appliquer ce qui est stipulé dans la déclaration ministérielle sur la facilitation de la vie des réfugiés et de leur donner les droits humanitaires et sociaux.

Il a confirmé son attachement à la continuation du travail civil et de bienfaisance en Palestine dans le cadre de la loi, et en coordination avec les ministères et les côtés concernés.

04/08/2011

<http://www.palestine-info.cc/>

4 Un Palestinien est mort.

Un Palestinien est mort en martyr, dans le raid des chasseurs israéliens contre la bande de Gaza. Selon Press TV, des chasseurs-bombardiers du régime israélien ont survolé, mardi, tôt, dans la matinée, la bande de Gaza, avant de s'en prendre à des zones orientales de la région, faisant tomber en martyr un Palestinien et blessant trois autres. Ces raids interviennent, au lendemain de l'attaque menée par des vedettes israéliennes, contre des bateaux de pêche des Palestiniens, sur les rives de Beit-Lahia, dans le Nord de Gaza, blessant, ainsi, un pêcheur.

16 août 2011

IRIB-

5 Six Palestiniens tués dans un raid israélien

Des Palestiniens portent un des six corps à la morgue de l'hôpital de al-Najar, au sud de la bande de Gaza. Six Palestiniens ont été tués jeudi lors d'un raid aérien israélien sur la ville de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, a-t-on appris de sources médicales palestiniennes.

Le raid est survenu quelques heures après une triple attaque sanglante contre le territoire israélien, près de la ville d'Eilat, imputée par Israël à des groupes armés palestiniens basés à Gaza.

«Le raid sioniste contre une maison de Rafah a fait six martyrs», a déclaré à l'AFP Adham Abou Selmiya, porte-parole des services d'urgence du mouvement islamiste Hamas qui contrôle la bande de Gaza.

Selon un photographe de l'AFP et des témoins, l'un des tués est Kamal al-Nayrab, le secrétaire général des Comités de résistance populaire (CRP), une organisation radicale palestinienne armée.

Dans un communiqué, le service de la sécurité intérieure israélien, le Shin Beth a affirmé que quatre membres des CRP avaient été tués dans le raid de Rafah, précisant qu'ils étaient «directement impliqués dans les attaques» de jeudi dans le sud d'Israël.

Outre Kamal al-Nayrab, chef du CRP dans la bande de Gaza, les autres tués sont trois cadres militaires de l'organisation à Gaza: Imad Hamad, Khaled Chaat et Khaled Matzri, selon le communiqué.

Le Shin Beth a ajouté que certains membres des CRP éliminés jeudi avaient participé en juin 2006 à l'enlèvement du soldat israélien Gilad Shalit à la lisière de la bande de Gazas.

Selon un porte-parole militaire israélien, les attaques menées jeudi dans le sud d'Israël avaient notamment pour objectif de «kidnapper un Israélien».

La chaîne de télévision 10 israélienne a précisé qu'un drone israélien a tiré un missile sur un véhicule transportant des cadres militaires des CRP.

Le ministre de la défense, Ehud Barak, a affirmé que les attaques commises jeudi dans le sud d'Israël et qui ont fait sept morts israéliens - six civils et un militaire - venaient de Gaza et a menacé de «réagir avec toute la force et la détermination» nécessaires.

18-08

<http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201108/18/01-4427010-six-palestiniens-tues-dans-un-raid-israelien.php>

6 Les raids aux nouveaux missiles : Est-ce le prélude à une guerre totale sur Gaza

?! Les agressions répétées de Gaza, la nature terroriste de l'entité Des sources locales ont dit au correspondant du CPI que l'aviation sioniste a lancé un missile sur la zone d'el-Karara dans le nord-est de Khan Younès, sans signaler de victimes jusqu'à maintenant.

Les sources ont déclaré que les avions de guerre sionistes ont bombardé deux tunnels à Rafah, et un objectif non limité dans le nord de la Bande de Gaza.

Les forces occupantes avaient lancé trois autres raids dans l'aube de samedi 20/8, sur le quartier de Chuka à Rafah, dans le sud de la Bande de Gaza, blessant un citoyen palestinien.

Adham Abou Salmia, porte-parole du haut comité d'urgences et de secours, a confirmé que les forces occupantes ont utilisé de nouveaux types de missiles, causant des graves brûlures et des cas d'amputation des membres des citoyens palestiniens.

Dans une déclaration de presse, Abou Salmia a appelé, le samedi à l'aube, les côtés internationaux à enquêter sur la qualité des armes, en particulier que certains martyrs ont subi de l'amputation des membres et des graves brûlures sur leurs corps, ainsi que l'amputation des membres de certains blessés.

Il a également appelé la communauté internationale

à protéger les civils et cesser d'agresser incessamment la Bande de Gaza.

Le bureau médiatique du gouvernement palestinien a déjà appelé le conseil des droits de l'homme appartenant à l'Onu à envoyer une commission internationale, pour enquêter sur les crimes de guerre commis par l'occupation au sein du secteur assiégé.

20/08/2011

<http://www.palestine-info.cc/>

7 FLOTTILLE HUMANITAIRE OU DE SOLIDARITÉ : Le blocus de Ghaza continue.

« Il est erroné de parler de flottille humanitaire, il s'agit d'une flottille de solidarité. La flottille est une action politique et symbolique. Il s'agit de dénoncer ce qui se passe à Ghaza. Ce territoire est toujours occupé. Ghaza reste une prison. Les matons sont à l'extérieur. »

Rony Brauman. Ancien président de Médecins sans frontières

Pendant près de deux mois, la communauté internationale a été tenue en haleine à l'approche de l'anniversaire du carnage sur le Mavi Marmara le 31 mai 2010. Pour rappel, une flottille humanitaire a eu pour ambition coupable de porter assistance aux Ghazaouis coincés dans une prison à ciel ouvert. Résultat des courses, une dizaine de morts, une enquête de l'ONU bâclée, la récompense par le gouvernement israélien avec ostentation du commando de tueurs et le black-out total. Un an après, le blocus est toujours là, on annonce des flottilles et on se prend à rêver qu'elles puissent atteindre les côtes de Ghaza pour y apporter une aide symbolique et de la compassion en témoignant sur l'atrocité de la situation actuelle.

La solidarité par les flottilles

« Le siège inhumain de Ghaza a commencé avec la prise de pouvoir par le Hamas de la bande de Ghaza.

Rappelons que le Hamas a été élu démocratiquement – de l'avis de tous les observateurs internationaux dont le président Carter -par les Ghazaouis. Pour l'avoir élu, les Ghazaouis sont mis au ban, le Hamas diabolisé par les pays occidentaux et Israël n'a fait que mettre en musique cette sanction en décrétant un blocus inhumain. « Depuis les bateaux Free Ghaza arrivés en 2008, écrit Eva Barlett, le mouvement qui amène des bateaux à Ghaza s'est développé de manière exponentielle. Free Ghaza a réussi à rentrer cinq fois dans le port de Ghaza et quatre autres expéditions ont été violemment contrecarrées par la marine israélienne. L'expédition maritime de 2008 a été interrompue par un navire de guerre israélien qui a arraisonné un bateau de Free Ghaza transportant du matériel médical, des militants non violents, des chirurgiens et des journalistes. La tentative de 2009 a avorté quand les soldats israéliens sont montés à l'abordage. En juin 2009, un autre bateau a été stoppé par la marine israélienne et ses passagers ont été kidnappés et déportés. Israël bloque le passage des bateaux qui veulent rentrer et sortir de Ghaza sous le prétexte de la sécurité pour soi-disant empêcher que des armes de contrebande n'entrent à Ghaza. Loin de défaire le mouvement des bateaux vers Ghaza, les agressions d'Israël ont eu l'effet inverse.

Des bateaux en provenance de Libye, de Malaisie et un bateau transportant des militants juifs ont fait route sur Ghaza et ont été bloqués par des navires de guerre israéliens avant d'arriver à la bande de Gaza. En mai 2010, Free Gaza, soutenu par l'organisation humanitaire turque IHH, a envoyé à nouveau des bateaux et des militants vers la bande de Ghaza assiégée, cette fois accompagnés par le grand bateau turc le Mavi Marmara. (...) Tout de suite après le massacre de l'année dernière, les autorités égyptiennes ont ouvert partiellement le passage de Rafah. Le siège de Ghaza a un impact sur l'eau potable (95% de l'eau de Ghaza a une qualité inférieure aux normes de l'Organisation mondiale de la santé), le système sanitaire (les eaux usées sont pompées quotidiennement dans la mer par manque de capacité de stockage), et les secteurs de l'agriculture et de la pêche (les soldats israéliens tirent tous les jours sur les pêcheurs et les fermiers). »(1)

Le blocus absolument illégal de Ghaza est considéré par le Conseil de sécurité des Nations unies comme « insoutenable et injustifiable punition collective imposée aux Ghazaouis. Pourtant et curieusement l'ONU donne raison à Israël, Eva Barlette écrit : « Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a suggéré que les nations empêchent leurs citoyens de prendre la mer en disant que les gouvernements devraient « utiliser leur influence pour décourager de telles flottilles qui peuvent engendrer une escalade de la violence ». (...) »(1)

« Pis encore, Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a appelé les gouvernements des pays de la Méditerranée à tout faire pour empêcher l'envoi d'une flottille pour Ghaza, expliquant que ces bateaux n'ont aucun intérêt humanitaire et ajoutant que pour envoyer de l'aide, il est possible de le faire à travers la route égyptienne ou les ports israéliens. Ban Ki-moon se dit particulièrement préoccupé par l'envoi d'une nouvelle flottille dans la mesure où la communauté internationale considère que ces activistes mènent une « action militaire contre Israël » (organiser quelque chose pour violer un blocus est « militaire »). »(2)

On remarquera que Ban Ki-moon n'a fait qu'obéir aux « ordres » à la fois des Etats-Unis et d'Israël, il ne propose pas de solution pour lever le blocus de Ghaza ! Même son de cloche de la part du Quartette – analogue à un groupe musical qui joue une partition, : le requiem de la cause palestinienne. Avec tout cela on nous dit qu'il n'y a pas de crise humanitaire. Laurent Zecchini écrit : « Les organisateurs de la nouvelle flottille pour Ghaza, dont le départ des ports grecs est désormais sérieusement compromis en raison du refus des autorités d'Athènes de la

laisser appareiller. La dernière manifestation du succès remporté par cette offensive diplomatique israélienne est la déclaration publiée, samedi 2 juillet, par le Quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, Union européenne, Nations unies et Russie), qui demande « à tous les gouvernements concernés d’user de leur influence pour dissuader toute nouvelle flottille, qui met en péril la sécurité des participants et fait peser la menace d’une escalade ». (...) Sur le plan régional, Israël a obtenu une victoire tactique significative en convainquant la Grèce, Chypre et la Turquie de refuser toute aide logistique à la flottille. »(3)

La situation à Ghaza et la politique de fuite en avant d’Israël

Laurent Zecchini poursuit en rapportant l’ambivalence du discours sans, toutefois, le critiquer : « « Ehud Barak (ministre israélien de la Défense) n’a pas tort de dire qu’il n’y a pas de crise humanitaire à Ghaza », résume, à Jérusalem, un haut responsable européen, « les gens ne meurent pas de faim dans les rues, mais tous les indicateurs, l’éducation, la pauvreté, le chômage, l’accès à l’eau, montrent une évolution négative ». Plus de 70% des quelque 1,5 million de Ghazaouis reçoivent une aide humanitaire internationale, et le taux de chômage, officiellement estimé à 30,7%, atteint en réalité 45,2% (l’un des taux les plus élevés du monde), selon l’Unwra. Depuis que le blocus de Ghaza a été imposé par Israël, le nombre de gens vivant dans une extrême pauvreté (avec 1,5 dollar par jour), a triplé, pour atteindre 300.000 personnes. Celle-ci, insiste Gisha, « a été accrue par des années de blocus et de restrictions de mouvements ». Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), l’allègement du blocus n’a eu qu’un « impact positif marginal ». Ghaza reste, d’autre part, un territoire étranglé : Vers le sud, le blocus de Ghaza n’a été que partiellement allégé : l’Egypte a annoncé, le 28 mai, l’ouverture du point de passage de Rafah. Mais celui-ci est exclusivement réservé aux mouvements de personnes et ces derniers restent limités. »(3)

Dans le même ordre, après le massacre opéré sur la flottille humanitaire l’an dernier, il faut garder en tête le fait qu’en l’espace des six derniers mois, 700 personnes (Palestiniennes, cela va de soi...) ont fait l’objet de déplacement forcé et 600 structures civiles (immeubles d’habitation, structures sanitaires, citernes d’eau, etc.) ont été détruites. Les expropriations et la construction de colonies en Cisjordanie ne font que se poursuivre ; les violences émanant de colons et des IDF (Israéli Défense Forces) est bien réelle (y compris à l’encontre d’enfants lorsque ceux-ci sont sur le chemin de l’école) ; les restrictions aux libertés d’associations et d’expression font rage ; la liberté de circulation quant à elle, est à l’agonie (check-points où on peut être retenue des heures pour des motifs fallacieux d’y voir des personnes âgées ou handicapées y faire preuve de patience dans la peine et des soldats de 20 ans aboyer sur des individus trois fois leurs aînés. Pendant ce temps, sur les autoroutes passent à grande vitesse des familles israéliennes les cheveux au vent et riant à gorge déployée.

Une tentative bloquée par l’Europe sur ordre d’Israël

« D’autre part, Israël présenté comme un îlot de démocratie dans un océan moyen-oriental d’arriération fait de la discrimination dans sa politique envers les Palestiniens. L’Etat d’Israël dépense 5 fois plus d’argent pour un écolier juif qu’un écolier arabe, la discrimination à l’embauche et la ségrégation grandissante en matière d’habitat. On dit qu’en 2010, la ségrégation en Israël entre Arabes et Juifs est presque totale : sous le couvert du nom faussement banal. La Knesset a finalisé un projet de loi destiné à contourner les décisions antérieures de la Haute Cour de Justice. Il ne sera pas possible de le décrire autrement que comme une loi d’apartheid. Le projet de loi permettrait dans les petites banlieues rurales de rejeter les demandes de familles arabes qui « sont incompatibles avec le tissu socio-culturel de la communauté. S’il devient loi, l’amendement donnera aux comités des villages communautaires le pouvoir de limiter la résidence dans leurs villes exclusivement aux Juifs. »(4)

L’opération « flottille » n’a pu être concrétisée du fait de l’aide de toutes les compagnies aériennes européennes qui ont reçu des listes d’Israël pour ne pas laisser embarquer des militants de la cause palestinienne. La flottille pour Ghaza n’a pas dépassé les ports grecs, les pro-palestiniens de l’opération « Bienvenue en Palestine » iront-ils plus loin que les passerelles de l’aéroport Ben Gourion de Lod ? Les autorités israéliennes sont déjà sur le pied de guerre et des militants ont été refoulés à l’embarquement de Roissy-Charles-de-Gaulle jeudi après-midi. Une liste noire de 329 ou de 342 militants jugés indésirables aurait été communiquée aux compagnies aériennes desservant Israël. Selon le Haaretz, un poste de commandement militaire devait ouvrir dans la soirée de jeudi à Ben Gourion. Avec en perspective une bataille d’images à livrer. Trente-six militants pro-palestiniens venus d’Europe et interdits d’entrée en Israël, ont été expulsés dimanche 10 juillet. 82 étaient toujours détenus dans l’attente de leur expulsion. Israël est parvenu à bloquer depuis jeudi la venue de centaines de militants qui voulaient débarquer à l’aéroport de Tel-Aviv pour se rendre en Cisjordanie occupée, soit à leur arrivée, soit en amont en dissuadant des compagnies aériennes de les embarquer »(5).

Ghaza refuse la charité du gouvernement grec

La lettre qui suit a été adressée au gouvernement grec, le 12 juillet 2011, pour lui dire clairement que la population de Ghaza ne veut pas la charité mais la liberté et le respect de ses droits humains, dont le droit à mener une vie digne. Sourd semble-t-il à sa position, un porte-parole du ministère grec des Affaires étrangères, M. Delavekouras, a réitéré « l’offre généreuse » de son gouvernement de livrer une quantité limitée d’aide humanitaire à la population de Ghaza, au lieu de l’aider à recouvrer la liberté à laquelle elle a droit.

« Nous, membres de la société civile palestinienne à Ghaza, avons observé les actions entreprises par votre gouvernement pour empêcher la Flottille de la Liberté 2 de naviguer vers la plus grande prison à ciel ouvert – la Bande de Ghaza – pour défier le blocus criminel d’Israël, qui nous prive de choses que la plupart des gens considèrent comme acquises, et d’abord et avant tout, notre liberté de mouvement. Nous sommes dans l’impossibilité de bénéficier de soins de santé adéquats ou de débouchés d’enseignement parce que nous ne pouvons pas voyager librement. Nous sommes coupés de nos familles dans les autres parties du territoire occupé et à l’étranger, et nous ne sommes pas autorisés à inviter des gens à venir nous voir à Ghaza. Et maintenant,

vous avez étendu cette restriction aux gens dont la principale mission est de se tenir en solidarité avec nous. La population de Ghaza n'a besoin d'aide humanitaire que parce que nous ne pouvons pas bâtir notre économie. Nous ne sommes pas autorisés à importer des matières premières ou à exporter ; nos pêcheurs et nos fermiers sont la cible de tirs lorsqu'ils essaient de pêcher et de cultiver leur terre. A cause de la politique israélienne délibérée, 80% de notre population dépend de l'aide alimentaire, nos infrastructures sont en ruine et nos enfants ne peuvent imaginer un jour où ils connaîtront la liberté. »(6)

« Votre proposition de livrer la cargaison de la Flottille de la Liberté implique la notion que l'aide humanitaire résoudra nos problèmes et c'est une tentative médiocre de masquer votre complicité dans le blocus israélien. Les organisateurs et les participants de la Flottille de la Liberté reconnaissent que notre situation désespérée n'est pas une question d'aide humanitaire ; c'est une question de droits de l'homme. Ils emmènent avec eux quelque chose de plus important que l'aide ; ils emmènent l'espoir, l'amour, la solidarité et le respect. Bien qu'il soit évident que vous avez subi d'énormes pressions politiques pour vous soumettre à la volonté du régime israélien, de collaborer avec Israël pour violer le droit international et légitimer le siège, nous refusons d'accepter vos miettes. Nous avons soif de liberté, de dignité et de la capacité à faire des choix dans nos vies quotidiennes. Nous vous exhortons à reconsidérer immédiatement votre décision et à laisser partir la Flottille de la Liberté (...) défiant ainsi le blocus illégal israélien de la Bande de Ghaza et l'occupation illégale de la terre palestinienne. »(6) Beau plaidoyer en vérité qui n'a pas convaincu... Si ce n'est pas une crise humanitaire ? Quelle est la solution ? Que font les pays occidentaux pour lever le blocus ? Israël continuera-t-il à imposer le fait accompli ? Chaque nouvelle bravade par de nouvelles constructions constitue un précédent irréversible. Que le Quartette avoue il y a quelques jours son impuissance n'augure rien de bon ! Les Palestiniens veulent leur Etat dans les frontières de 1967. Israël n'en veut pas ! Israël va-t-il rester dans sa tour d'ivoire et son bunker mental ! L'Heure de la raison et des concessions a sonné. Le calvaire de près d'un siècle du peuple de Palestine doit cesser. C'est une exigence morale. A quand un président ou une autorité disposant d'un magister moral capable de dire à la face du monde , à l'instar de John Fitzgerald Kennedy au plus fort du blocus de Berlin avec son célèbre « Ich bin ein Berliner ! » , « Ich bin ein Ghazoui ! »

Professeur Chems Eddine Chitour

1.Eva Bartlett. Invincibles, les flottilles de la liberté se multiplient <http://www.ipsnews.net/news.asp?idn...>, Le 9 juin 2011

2.Jeremiah Albert – JSSNews

3.Pas de « crise humanitaire » à Ghaza, mais un blocus persistant et destructeur. Le Monde 06.07.11

4.Amnon Be'eri-Sulitzeanu. La ségrégation des Juifs et des Arabes d'Israël en 2010 est presque absolue.

Ha'aretz 29/10/10

5.<http://www.lemonde.fr/proche-orient...>

6.http://www.alterinfo.net/Gaza-refus..._grec_a61175.html?preaction=nl&id=2634765&idnl=93642&

juillet 20th

<http://www.inversalis-productions.eu/blog/2011/07/flottille-humanitaire-ou-de-solidarite-le-blocus-de-ghaza-continue/>

8 Les oppresseurs répriment : 16 Palestiniens trouvent la mort, dans le raid israélien.

Dans les raids israéliens contre la bande de Gaza, 16 Palestiniens sont tombés en martyrs. Selon le rapport de Press TV, dans les raids des avions israéliens, au cours de ces deux derniers jours, au moins, 16 Palestiniens, dont un petit garçon de 5 ans, ont trouvé le martyre. Le Porte-parole de la diplomatie iranienne, Ramin Mehmanparast, ainsi que le Hezbollah libanais, ont condamné les raids israéliens.

Jeudi 18 août, une série d'attaques a fait huit morts et une vingtaine de blessés dans la région d'Eilat, à la pointe sud d'Israël sur la mer Rouge.

En représailles, l'armée israélienne a aussitôt déclenché sur la bande de Gaza des bombardements qui ont tué quatorze Palestiniens. En retour, des roquettes palestiniennes ont visé des villes israéliennes proches. Cela n'empêchait pas le Premier ministre Netanyaou de déclarer : « Ceux qui ont ordonné de tuer nos compatriotes ne sont plus en vie. »

Pourquoi Gaza, plutôt qu'une autre ville palestinienne ? Le ministre de la Défense Ehoud Barak a affirmé que les assaillants seraient venus de la bande de Gaza. On ne sait s'il se fonde sur des informations des services secrets, ou seulement sur l'habitude et la facilité. Son accusation a pourtant une certaine logique, qui est un aveu de responsabilité : mardi 16 août, l'avant-veille du raid contre Eilat, Gaza avait été la cible d'attaques israéliennes. On peut d'ailleurs se demander si ces attaques ne visaient pas à réveiller les groupes terroristes palestiniens, dans le but de restaurer autour du gouvernement de Netanyaou l'unanimité nationale, mise à mal ces dernières semaines par les revendications et les manifestations des « indignés ».

Ces bombardements terroristes contre Gaza ont déclenché une crise diplomatique avec l'Égypte, douze fois plus peuplée qu'Israël. En effet cinq policiers égyptiens ont été tués sur la frontière par des hélicoptères israéliens, lors de mitraillages de terroristes supposés. Le gouvernement égyptien, qui prépare des élections en novembre, a protesté, menacé de rappeler son ambassadeur, des manifestations ont visé l'ambassade d'Israël au Caire, où un drapeau israélien a été brûlé.

Barak a reproché à l'Égypte de mal contrôler la péninsule du Sinaï. La chute de Moubarak a sans doute laissé un peu plus de liberté non seulement aux organisations palestiniennes mais aussi aux tribus bédouines, aux islamistes armés et aux hors-la-loi réfugiés dans le désert. Mais la principale raison est que les accords de 1979 limitent le contingent égyptien dans le Sinaï.

À l'époque, l'État hébreu voulait avoir à sa frontière le moins possible de soldats égyptiens. Mais aujourd'hui leur petit nombre les empêche de contrôler ce désert deux fois vaste que Israël. Le différend diplomatique actuel entre Israël et l'Égypte se réglera, comme se sont réglés les multiples incidents survenus depuis la paix de 1979. Ce qui en revanche ne s'achemine pas vers un règlement, c'est l'occupation de la Palestine et la répression féroce contre tout un peuple. Et c'est en vain que les autorités israéliennes construisent sur leur frontière avec l'Égypte une barrière de sécurité de 200 kilomètres. Il n'y a pas de sécurité durable pour les oppresseurs.

Lutte Ouvrière n°2247

du 26 août 2011

20/08/2011 IRIB

9 La GUPS : Halte aux crimes israéliens contre le peuple palestinien. .

Communiqué

Voilà maintenant une semaine qu'Israël intensifie ses bombardements sur la bande de Gaza en Palestine, faisant depuis une vingtaine de martyrs Palestiniens et même Égyptiens.

Au cours de l'été, les bombardements n'avaient d'ailleurs pas cessé de même que les incursions militaires, les assassinats, les arrestations, les expulsions, la démolition de maisons, les incendies d'oliviers, l'établissement de nouvelles colonies... seules les méthodes varient selon qu'il s'agisse de réprimer les Palestiniens ou de s'accaparer leurs terres dans la bande de Gaza (toujours sous blocus), en Cisjordanie - Al-Quds (Jérusalem) comprise - ou à l'intérieur des frontières de l'État colon, occupé en 1948.

Des pêcheurs assassinés au large des côtes de Gaza aux bergers attaqués par des colons en Cisjordanie ; difficile d'accepter la version servie par la propagande sioniste d'une riposte ciblée faisant suite à l'attaque de deux autobus militaires israéliens par un groupe de résistants Palestiniens près d'Om-a-rashrash (Eilat) la semaine dernière.

La résistance palestinienne ainsi que la solidarité internationale sont les héritières d'une longue histoire de lutte contre l'occupant sioniste pour la libération de la Palestine.

Mais quand l'occupation et la colonisation deviennent anecdotiques dans l'esprit du spectateur international, il lui est facile de confondre l'agression sioniste et la résistance palestinienne dans un « engrenage de la violence » regrettable, tout au plus condamnable. Pourtant la violente répression perpétuée contre les différentes campagnes internationales de solidarité avec notre peuple est aussi là pour rappeler que ce ne sont pas les regrets, ni les condamnations qui empêcheront Israël de commettre ses crimes. Aussi nous refusons toute criminalisation de la résistance et réitérons notre exigence d'un boycott et de sanctions immédiates contre l'État colon.

L'Union Générale des Étudiants de Palestine (GUPS) rend ici hommage à la résistance palestinienne ainsi qu'aux martyrs Palestiniens et Égyptiens et appelons à intensifier la mobilisation contre les crimes de l'occupation israélienne et notamment pour la levée du blocus meurtrier sur la bande de Gaza

source : GUPS

Vendredi 26 août 2011

[http://www.gups-france.org/...](http://www.gups-france.org/)

GUPS <http://www.palestine-solidarite.org:80/communiqued.GUPS.260811.htm>

http://www.indigenes-republique.fr:80/article.php3?id_article=1410

10 Israël multiplie les assassinats à Gaza

Suite aux attaques aériennes israéliennes, le bilan s'élève à 7 Palestiniens assassinés et à plus de 30 blessés rien qu'au cours des dernières 24 heures, ce qui porte le nombre de tués dans la dernière semaine dans Gaza assiégé à 22.

Des sources médicales palestiniennes dans la bande de Gaza ont indiqué que trois habitants ont été tués et plus de 25 ont été blessés après que l'aviation israélienne ait bombardé plusieurs sites, notamment un centre sportif, le mercredi soir et jeudi à l'aube.

Cinq habitants ont été assassinés et des dizaines d'autres ont été blessés en moins de 24 heures. Vingt-deux habitants, dont des enfants, ont été tués depuis le début de la semaine.

Les mêmes sources ont déclaré que le nommé Hisham Adnan Abou Harb, et une autre personne non identifiée, ont été tués lorsque l'armée a bombardé un tunnel à Rafah, dans la partie sud de la bande de Gaza. Trois autres personnes sont portées disparues.

Une autre habitante de Gaza, Salama Al Masry a été tuée tandis que 20 habitants, dont 7 enfants et 4 femmes, ont été blessés lorsque l'armée a bombardé un centre sportif à Beit Lahia, dans la partie nord de la bande de Gaza. Certains des blessés sont dans un état critique .

Le centre sportif était bondé car un événement sportif avait lieu au moment où l'armée israélienne a décidé de le bombarder. Les équipes médicales font des recherches parmi les décombres pour essayer de localiser et sauver d'autres possibles victimes.

Le mercredi soir, l'aviation israélienne a assassiné un combattant des Brigades Al-Qods, du Jihad islamique, dans le quartier Sheikh Radwan au centre de Gaza. Le combattant a été identifié comme étant Atiyya Maqat.

Mercredi soir, les médecins ont trouvé les restes d'un habitant âgé de 65 ans, sous les décombres d'un bâtiment bombardé à l'est du camp de réfugiés d'Al Boreij, au centre de Gaza. Des sources médicales ont rapporté que le corps d'Ismail Amom avait été sévèrement mutilé.

Les Brigades Ezzedeen Al Qassam (EQB), l'aile militaire du mouvement de résistance islamique, ont revendiqué la responsabilité d'avoir pris pour cible une force spéciale israélienne qui avait envahi le nord du village de Beit Lahiya ce jeudi à l'aube. Les brigades ont confirmé dans un communiqué de presse que ses membres avaient ciblé directement cette force avec trois obus de mortier.

Les Brigades ont réaffirmé que ses membres resteraient engagés dans la voie de la résistance jusqu'à la libération de toute la terre palestinienne.

Les Brigades Al Quds ont aussi revendiqué la responsabilité du tir de cinq missiles Grad sur Asqalan (Ashkelon) et Eshkol. Les Brigades ont déclaré que le bombardement avait été décidé en représailles face à l'escalade israélienne en cours et face à l'assassinat de ses combattants.

Des sources sionistes ont rapporté que deux missiles Grad ont été tirés mercredi soir dans le sud d'Asqalan et près d'Ofakim. Les mêmes sources ont prétendu que les missiles étaient tombés dans des zones inhabitées.

Plusieurs fusées ont également été tirées sur la zone d'Eshkol, dans le Néguev. Aucun blessé n'a été signalé tandis qu'il a été demandé aux habitants de Shear Hanegev et d'Eshkol de se diriger vers les abris.

Dimanche dernier, et après que les organisations palestiniennes aient déclaré une trêve, Israël a assassiné trois Palestiniens à Gaza et en a blessé quatre autres.

Des sources médicales palestiniennes dans la Bande de Gaza ont indiqué qu'un total de dix-huit Palestiniens, dont des enfants, avaient été tués et que des dizaines avaient été blessés, suite attaques israéliennes menées depuis jeudi dernier.

Al Qassam Website –

26 août 2011 –

Vous pouvez consulter cet article à : http://www.qassam.ps/news-4873-7_ki...

Traduction : Info-Palestine.net

11 Haniyeh appelle la Turquie à approvisionner les hôpitaux de Gaza.

Le Premier ministre palestinien, Ismaïl Haniyeh, a appelé la Turquie représentée par son Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, à approvisionner les hôpitaux de la Bande de Gaza. Lors de son accueil d'une délégation turque en visite à Gaza, Haniyeh a affirmé : « Nous accueillons aujourd'hui une délégation de la Turquie, ce grand pays qui fut un berceau du califat islamique, et il est important que nous le rencontrions sur la terre de Gaza au moment où les membres du convoi de l'Afrique du Sud et du Soudan sont encore parmi nous, tout le monde se rencontre au point de pivot de la nation, qui est la Palestine ». Dans son discours, Haniyeh a apprécié les positions du peuple turque et la direction turque dirigée par M.Erdogan, qui représente un important soutien en public et en privé au peuple palestinien.

"La prochaine phase sera dédiée aux peuples et tous les peuples soutiennent la Palestine", a-t-il assuré.

Haniyeh a félicité la municipalité turque de Ticholan et celle de Jabalya dans le nord de la Bande de Gaza qui ont signé un accord de jumelage ; ce qui permettra de développer et d'améliorer de nombreux services.

Il a remercié le convoi turc et le convoi africain "Liberté pour les détenus" qui ont apporté des aides matérielles et morales au peuple palestinien.

Le premier ministre palestinien a appelé les dirigeants égyptiens à permettre l'entrée dans la Bande de Gaza des aides apportées par le convoi africain contenant des générateurs d'électricité.

De son côté, le président de la délégation turque, maire de Tacholan, Moustafa Agha, a remercié Haniyeh et le peuple palestinien pour leur accueil chaleureux et la rencontre, exprimant leur bonheur d'être présents sur la terre de la Palestine et parmi leurs habitants, tout en confirmant la poursuite du soutien turc à la Palestine.

29/08/2011

<http://www.palestine-info.cc/>

2_Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

2-1 Marvan Abouras (Hamass) : Le silence des Arabes encourage les sionistes dans leurs exactions.

Le silence de mort des dirigeants arabes rend plus insolents les sionistes qui poursuivent en toute impunité leurs crimes et exactions dans la région.

C'est Marvan Abouras, membre de la fraction « Changement et réforme » liée au Hamass, qui l'a rappelé lundi avant de marteler : le régime sioniste en usant et abusant du silence de mort des arabes continue impunément ses crimes, fait outrage aux valeurs sacrées et usurpe les territoires palestiniens. Abouras a ensuite évoqué les problèmes intérieures de certains pays arabes, ainsi que le soutien sans ambages des Occidentaux au régime sioniste, ce qui explique pourquoi ce régime est si débridé. « L'Autorité autonome qui se prend pour l'avocat du peuple palestinien, rencontre les autorités du régime sioniste

notamment Shimon Perez, sans même accorder la moindre attention aux conditions déplorables des territoires palestiniens, a-t-il fait remarquer. « La résistance est la meilleure option pour contrer le régime sioniste, a souligné le membre de la fraction « Changement et Réforme », qui a appelé le Fatah et l'Autorité autonome de soutenir la Résistance en Cisjordanie, au lieu de coopérer avec ce régime. Il a aussi demandé aux pays arabes de rompre avec Tel-Aviv.

16/08/2011

IRIB

2-2 Israël ne connaît que la guerre et le meurtre.

Soyons avec la Palestine et l'Egypte contre l'agression Israélienne.

En réaction au soutien croissant de la communauté internationale à l'aspiration légitime et légale de la Palestine pour être reconnue comme état indépendant membre de l'ONU ;

En réaction au succès de la révolution égyptienne pacifique qui parvient à opérer des changements profonds libérant le pays des diktats étrangers dans le but de défendre la sécurité et les droits de l'Egypte ;

Face au fait qu'Israël est incapable d'offrir une vie décente aux Juifs et aux Arabes résidant sous son autorité ;

Israël, en violation du droit international et des accords internationaux, revient à une politique d'agression : bombardements indiscriminés de civils à Gaza, meurtres de soldats égyptiens, et menace – avec le soutien des Etats-Unis – d'une occupation de la totalité ou d'une partie de la terre égyptienne du Sinaï.

Avant même que la moindre enquête ait été menée sur l'attaque d'Eilat, il est évident qu'Israël, avec la complicité des Etats-Unis, veut utiliser cet évènement pour détourner l'attention du projet palestinien de devenir un état membre des Nations Unies, pour menacer la révolution égyptienne, et pour réorienter l'opinion publique, de la dynamique de la révolution arabe, vers un conflit israélo-arabe.

Nous condamnons l'agression israélienne. Nous soutenons le peuple de Gaza contre les attaques israéliennes. Nous soutenons les Palestiniens dans leurs luttes pour leurs droits. Nous condamnons les tentatives israéliennes – en provoquant une guerre - pour limiter l'expansion de la révolution égyptienne pour la naissance d'une Egypte indépendante, démocratique et développée.

Signé :

Abdul Ilah Albayaty, analyste politique irakien, membre du Comité Exécutif du BRussells Tribunal

Hana Al Bayaty, activiste and auteur, membre du Comité Exécutif du BRussells Tribunal

Ian Douglas, analyste and auteur, membre du Comité Exécutif du BRussells Tribunal

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Achat De Drones : Sarkozy vide les caisses de l'état ...

... pour remplir les poches de Dassault et financer l'industrie militaire israélienne.

France : désindustrialisation galopante, chômage qui explose - 4,7 millions de chômeurs surtout dans l'industrie –

...et que fait Sarkozy ?

Il passe commande - coût 350 millions d'Euros - de drones qui seront «Made in Israël» au détriment du consortium européen EADS et par conséquent de l'emploi franco - européen.

Pour renouveler en 2014 les drones de son armée en attendant une nouvelle génération de ces appareils à la fin de la décennie, Sarkozy, chef des armées, vient de décider d'acheter une version de l'appareil sans pilote israélien Heron TP ou Eitan, à Israël Aerospace Industries (IAI) qui sera adaptée aux besoins de l'armée française par Dassault Aviation.

Ces drones sont fabriqués en Israël.

Ce drone israélien est le plus grand et le plus sophistiqué des drones assemblés par IAI (Israël's Aerospace Industry dont l'état israélien est actionnaire). Il est devenu opérationnel dans l'armée israélienne il y a un an et demi et a été testé « live » à Gaza lors de l'Opération Plomb Durci Décembre 2008, Janvier 2009. Ce drone est capable de mener des missions de reconnaissance et de collecte

d'information à plus de 40 000 pieds et a une autonomie de vol de 36 heures. Compte tenu de sa grandeur - l'équivalent en longueur d'un Boeing 737 - il peut transporter différents équipements dont des radars des détecteurs et caméras mais aussi des missiles donc c'est un drone d'attaque, un drone tueur. Les Israéliens se félicitent de cette commande d'un montant de 350 millions d'Euros leur permettant de faire rentrer des devises et de créer ou maintenir des emplois dans le secteur de l'industrie militaire aérospatiale. Le régime sioniste a exporté pour 7,2 milliards de dollars d'armes l'an dernier, grâce notamment aux ventes des drones, dont certains sont utilisés en Afghanistan.

Pour les Français cela veut dire une augmentation du déficit de la balance du commerce extérieur et des emplois perdus car délocalisés en Israël.

Avec 4,7 millions de chômeurs, une désindustrialisation galopante cette décision de Sarkozy n'est pas dans l'intérêt économique et social du pays et du peuple français mais un acte de pur copinage - Dassault Aviation fait partie du groupe Dassault propriétaire du quotidien Le Figaro, la Pravda Sarkoziste dont le futur candidat à la présidentielle 2012, Sarkozy, a besoin pour sa prochaine campagne électorale. Cette décision constitue également un soutien direct à l'industrie de l'armement israélien une façon de la subventionner avec l'argent des contribuables français sans leur consentement et de cautionner les guerres criminelles menées par le régime sioniste.

Les Israéliens considèrent cette commande de drones comme une petite revanche sur l'embargo de vente d'armes à Israël décrété par De Gaulle il y a 42 ans selon l'un des principaux responsables de ce secteur : « *vraiment historiquement la boucle est bouclée. L'embargo français et le refus de De Gaulle de fournir des avions Français Mirage développés grâce à l'expertise israélienne a boosté l'industrie aéronautique militaire israélienne et c'est elle maintenant qui fournit la France en avion israélien.* »

En achetant ces drones Heron TP, la France devient le premier pays étranger à s'en procurer.

Cette commande s'est faite au détriment du consortium européen EADS. A l'annonce de la signature de cette commande la réaction du président exécutif d'EADS, Louis Gallois, ne s'est pas fait attendre.

Selon une dépêche d'agence reprise par le Figaro du 29/07/2011 :

"Le président exécutif d'EADS, Louis Gallois, a déclaré vendredi avoir "des difficultés à comprendre" le choix du gouvernement français concernant le renouvellement des drones de son armée, pour lequel il a préféré Dassault Aviation à son groupe.

"J'ai des difficultés à comprendre ce qui s'est passé. Je ne comprends pas très bien pourquoi nous avons perdu. Est-ce à cause des capacités opérationnelles, du prix, du calendrier ? Nous ne savons pas", a expliqué M. Gallois lors d'une conférence téléphonique de présentation des résultats d'EADS...

"J'ai demandé des explications et le ministre de la Défense, Gérard Longuet, m'a dit que nous en aurions. Nous attendons ces explications pour comprendre", a-t-il ajouté.

"La France a récemment mis fin à des mois de suspense en choisissant Dassault Aviation, au détriment du groupe européen EADS ou d'une solution américaine, pour renouveler en 2014 les drones de son armée en attendant une nouvelle génération de ces appareils à la fin de la décennie.

"Dassault Aviation propose une version francisée de l'appareil sans pilote israélien Heron TP, en coopération avec la société Israel Aerospace Industries (IAI), tandis qu'EADS proposait une version modernisée de son Harfang actuellement utilisé par l'armée française..."

On peut se poser des questions sur l'opportunité d'une telle dépense (350 millions d'Euros) alors que les caisses de l'état sont vides le pays sur-endetté ceci dotant plus qu'EADS proposait une version modernisée des drones actuellement en service dans l'armée française en attendant la nouvelle génération qui devrait être opérationnelle pour la fin de la décennie comme rapporté ci-dessus.

Sarkozy profite des derniers mois qu'il passe à l'Élysée pour détourner l'argent des contribuables français afin de remplir les poches de son ami Dassault financer l'industrie militaire d'Israël fournissant ainsi des emplois aux Israéliens et ce au détriment des Français/Européens.

VIDEO : http://www.planetenonviolence.org/Achat-De-Drones-Sarkozy-vide-les-caisses-de-l-etat-pour-remplir-les-poches-de-Dassault-et-financer-l-industrie-militaire_a2466.html

3-2 Chems Eddine Chitour : Un État palestinien viable : L'utopie final

« Si j'étais un leader arabe, je ne signerais jamais un accord avec Israël. C'est normal, nous avons pris leur pays. C'est vrai que Dieu nous l'a promis, mais en quoi cela les concerne? Notre dieu n'est pas le leur. Il y a eu l'antisémitisme, les nazis, Hitler,

Auschwitz, mais était-ce de leur faute? Ils ne voient qu'une seule chose: nous avons volé leur pays. Pourquoi devraient-ils l'accepter?

David Ben Gourion, cité par Nahum Goldman dans le Paradoxe juif, p. 121

Après onze mois de blocage du processus de paix, l'Autorité palestinienne a annoncé dans l'espoir de sortir de l'impasse, qu'ils demanderaient au Conseil de sécurité de l'ONU de reconnaître leur indépendance dans les frontières de 1967. A ce jour, l'État de Palestine, revendiqué par la Déclaration d'Alger est reconnu par 94 pays membres de l'ONU sur 192. Fin 2010, 5 États sud-américains, avec à leur tête le Brésil, reconnaissent l'«État de Palestine avec les frontières de 1967».

20 ans de négociations, pour rien

Jean-Claude Lefort, président de l'association France Palestine Solidarité, résume magistralement la position du calvaire palestinien. Nous lisons: «Les membres du Quartette pour le Proche-Orient se sont réunis hier à Washington, pour réfléchir aux moyens de relancer le «processus de paix» israélo-palestinien. Le constat opéré au cours de cette réunion est sans appel: c'est l'impasse totale du fait des positions israéliennes récusant les propositions énoncées par le président Obama et soutenues «officiellement» par tous, à savoir l'établissement de deux États sur la base des frontières de 1967. Il ne peut pas non plus être considéré, comme vient de le faire le Quartette, que, désormais «c'est aux parties de prendre les décisions difficiles». C'est là un signe politique clair et négatif qui marque le renoncement du Quartette à agir et un aveu d'impuissance volontaire. Vingt ans ont passé depuis le lancement à Madrid d'une négociation qui devait aboutir à «l'échange de la terre contre la paix». Dix-huit ans ont passé depuis la signature à Washington de l'accord intérimaire israélo-palestinien dit d'Oslo.- Souvenons-nous qu'il y est stipulé «les négociations sur le statut permanent conduiront à la mise en oeuvre des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité [NdR]». Celui-ci fondait explicitement la négociation sur le droit international et fixait un calendrier devant permettre l'émergence d'un État palestinien indépendant, souverain, dans les frontières de 1967, au plus tard dans les cinq ans.(...) La reconnaissance de l'État de Palestine a été ajournée jusqu'à une date indéterminée. Huit ans ont passé depuis la «Feuille de route» qui devait conduire à l'établissement de cet État en 2005; quatre ans depuis Annapolis qui devait voir s'établir un État palestinien en 2008». (1)

Décrivant l'entêtement israélien, M. Lefort nous décrit l'Etat Palestinien selon Netanyahu: «En mai dernier, Benyamin Netanyahu a réitéré aux États-Unis, devant le Congrès, les grandes lignes de son projet. Un programme qui se résume à une série de refus: refus des frontières de 1967, refus du démantèlement des colonies - pourtant illégales -, refus du gel de la construction d'implantations coloniales quelles qu'elles soient, refus du partage de Jérusalem et refus de la reconnaissance des droits des réfugiés palestiniens. Benyamin Netanyahu se déclare certes, favorable à la création d'un État palestinien, mais à la condition inacceptable de nommer «État» une suite de mini-enclaves privées de tout droit et de toute viabilité. (...) Après tant de décennies et soixante-quatre ans après le partage de la Palestine mandataire, l'État de Palestine indépendant et souverain dans ses frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale, ouvrant la voie à la mise en oeuvre pleine et entière de l'ensemble des droits du peuple palestinien, c'est aujourd'hui la seule façon de faire bouger les lignes et d'agir - agir enfin - pour que s'instaurent deux États vivant en paix et en sécurité, l'un à côté de l'autre. La paix par le droit suppose des actes. Que l'Union européenne se déclare solennellement prête à reconnaître l'État palestinien dans les frontières de 1967 en juillet puis en septembre prochain, c'est la seule voie vers la paix.(1)

Aucun signal n'est venu de la part de l'Union européenne. L'Europe s'aligne et s'en tient au discours volte-face de Barack Obama. En effet, le président américain a prononcé, dimanche 22 mai, un discours très attendu devant l'Aipac, le principal lobby pro-israélien des Etats-Unis. Barack Obama a réitéré son soutien à la création d'un Etat palestinien reposant sur les frontières d'avant la guerre de 1967.

Devant l'Aipac, Obama - maintes fois applaudi - a toutefois donné des gages aux Israéliens et à leurs soutiens aux Etats-Unis. «Même si nous pouvons être en désaccord parfois, comme des amis peuvent l'être, les liens entre les Etats-Unis et Israël sont inaltérables, et l'engagement des Etats-Unis envers la sécurité d'Israël est inébranlable», a-t-il soutenu. Barack Obama a souligné que ces échanges aboutiraient à un tracé de frontières différent de celui issu du conflit de 1967. M. Obama a jugé que «des représentations fausses» avaient été faites de son opinion. La position du président «signifie que les parties elles-mêmes, les Israéliens et les Palestiniens, vont négocier une frontière différente de celle qui existait le 4 juin 1967», tenant compte des «nouvelles réalités démographiques sur le terrain et des besoins des deux parties».(2)

Voilà qui est limpide, c'est 1967 avec les faits accomplis par la suite. Pour rappel, chacun a en tête la kermesse des discussions de septembre 2010 qui ont avorté trois semaines après: Israël ayant déclaré qu'il ne freinerait pas l'extension des colonies, Obama déclare en décembre 2010 qu'il ne peut rien faire. De plus, l'administration Obama a bloqué la suite de l'enquête des Nations unies sur l'opération israélienne «Plomb durci».(3)

Que dit la résolution du 22 novembre 1967?

En substance, nous lisons: «Le Conseil de sécurité, exprimant l'inquiétude que continue de lui causer la grave situation au Proche-Orient, affirme que l'accomplissement des principes de la Charte exige l'instauration d'une paix juste et durable au Proche-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants: i) Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés au cours du récent conflit; ii) Fin de toute revendication ou de tout état de belligérance, respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque État de la région et de son droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de violence.» L'interprétation française est de «tous les territoires», en anglais l'interprétation est différente. «Rappelons, écrit l'ambassadeur Zvi Tenney, que cette résolution 242 prévoit le retrait israélien from territories, autrement dit, de certains territoires occupés et non pas de tous les territoires occupés lors du conflit de 1967».(4)

La position d'Israël

Il faut savoir que le gouvernement israélien est contre, Benyamin Netanyahu admoneste Mahmoud Abbas et lui demande de choisir entre la paix avec Israël et la paix avec le Hamas.

La contribution de l'ambassadeur israélien à Paris est un modèle de rhétorique alambiquée où en définitive, on constate qu'Israël persiste et signe. Nous lisons: «Je vous promets qu'Israël ne sera pas le dernier pays à accueillir l'Etat palestinien à l'ONU. Il sera le premier.» Cette déclaration du Premier ministre israélien devant le Congrès américain en mai, quant à la reconnaissance d'un Etat palestinien issu de pourparlers, est une nouvelle preuve de l'engagement d'Israël pour la paix. La question n'est donc pas celle du principe mais du chemin pour y parvenir. La question est plutôt de savoir à quoi cet Etat va ressembler». (5)

Yossi Gal poursuit: «La paix ne peut être que le fruit de négociations et de dialogue entre deux parties qui ont décidé de lier leurs destins et de construire l'avenir ensemble. Une action unilatérale viendrait également à l'encontre des principes définis par le Quartette. Nous avons, avec les Palestiniens, un objectif commun. Israël a fait le choix d'accepter le principe de deux Etats nations pour deux peuples. (...) Le fait que les Palestiniens aient décidé de mettre un terme à des années de négociations, réclamant le «droit au retour» de leurs réfugiés en Israël, ne peut que nous faire douter davantage de leur volonté réelle de reconnaître Israël en tant qu'Etat du peuple juif. Le droit au retour doit se faire, de la façon la plus logique, la plus sensée, dans les frontières de l'Etat palestinien nouvellement créé. Suivant la logique palestinienne, il y aurait donc un nouvel Etat palestinien indépendant mais avec des réfugiés qui viendraient s'installer dans cet «autre Etat», Israël? (...)» (5)

L'ambassadeur oublie de signaler que les Palestiniens négocient depuis 20 ans pour rien, au contraire ce qui reste de la Palestine originelle devient graduellement et inexorablement une peau de chagrin (moins de 22%).

Un Etat palestinien pour quoi faire?

Pour rappel, la résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations unies, votée le 29 novembre 1947, recommande le partage de la Palestine en un Etat juif, un Etat arabe et une zone «sous régime international particulier». 14.000 km², avec 558.000 Juifs et 405.000 Arabes pour l'Etat juif, 11.500 km², avec 804.000 Arabes et 10.000 Juifs pour l'Etat arabe, 106.000 Arabes et 100.000 Juifs pour la zone internationale qui comprend les Lieux Saints, Jérusalem et Bethléem. Entre les deux Etats devait s'installer une union économique, monétaire et douanière. La résolution ne sera jamais appliquée et six mois après son vote, le 15 mai 1948, débute la première guerre israélo-arabe, après cinq mois de guerre judéo-palestinienne.

On remarquera que dans l'Etat juif, 405.000 Arabes vivaient avant leur expulsion violente, ce qui est en contradiction avec l'obsession de Benyamin Netanyahu d'avoir un Etat des Juifs aseptisé des Arabes, en refusant le droit au retour à ces Arabes qui y ont été chassés presque en totalité. Si tel était le cas, les Arabes d'Israël n'ont plus vocation à rester dans un Etat juif, ils viendraient grossir les effectifs du bantoustan palestinien. Dans le même ordre du refus, le 25 mai 2011, le Forum juridique d'Israël et l'ambassadeur Alan Baker, ont adressé au secrétaire général de l'ONU Ban Ki moon une lettre dans laquelle ils font remonter la légitimité d'Israël dans ses frontières actuelles à une résolution de la Société des Nations en 1922 qui aurait décidé à l'unanimité, de la création d'un foyer national du peuple juif sur le lieu historique de la Terre d'Israël. Il s'ensuit que la résolution de la Société des Nations mentionnée ci-dessus reste valide, et que les 650.000 juifs résidants dans les zones de Judée, de Samarie et de Jérusalem-Est, y résident à titre légitime». (6)

Comment écrit Daniel Vanhove, qui n'y croit pas: «Peut-on se réjouir» voire adhérer aujourd'hui à la reconnaissance prochaine de l'Etat croupion palestinien!? Cela me paraît invraisemblable. (...) Pour rappel: depuis la création de l'Etat israélien et ses détestables pratiques visant à repousser ses frontières sous de fallacieux prétextes idéologiques et sécuritaires, le dépeçage systématique du territoire palestinien par l'implantation de colonies est considéré comme un «crime de guerre» par la Cour pénale internationale. Et de la Palestine historique, il ne reste guère qu'environ 15% morcelés de son territoire, à l'image des bantoustans de l'Afrique du Sud de l'époque - sans parler du mouvoir de Ghaza où s'entasse une population asphyxiée par l'un des pires blocus mis en place par l'occupant et régulièrement ciblée par sa machine de guerre. Dès lors, même si ce projet d'Etat stipule que c'est à l'intérieur des frontières de 1967, avaliser un Etat palestinien aujourd'hui, c'est: - sans le dire, participer à un déroulement de faits inacceptables; - entériner le Mur de séparation qui pénètre profondément en terres palestiniennes; - admettre une partie de la colonisation dont celle de Jérusalem-Est qui est une annexion de facto de la ville, pourtant décrétée capitale du futur Etat; - accepter que jamais les réfugiés ne pourront revenir chez eux, à savoir en terres conquises, comme le garantit pourtant la Résolution 194 des Nations unies adoptée le 11 décembre 1948 (...) il serait peut-être plus utile de se demander si la première chose à faire ne serait pas une remise à plat de ce sinistre dépeçage dont on mesure les funestes conséquences chaque jour depuis plus de 63 ans». (7)

Pour sa part et dans le même sillage de l'inutilité de la démarche, Fadwa Nassar écrit: «Nombreux sont les Palestiniens à se poser des questions, à propos de la signification de la bataille diplomatique engagée par l'Autorité palestinienne pour la reconnaissance par l'ONU de l'Etat palestinien indépendant. (...) Ensuite, l'idée même de proclamer «unilatéralement» un Etat palestinien indépendant est considérée par l'Etat sioniste et ses alliés comme un affront. Il va de soi que le recours de l'Autorité palestinienne à la proclamation «unilatérale» de l'indépendance de la Palestine, dans les instances de l'ONU, fait suite à l'échec de dix-huit années de négociations. (...) L'Etat palestinien «offert» par les puissances impérialistes, et perçu par les sionistes, n'est certainement pas le même que celui revendiqué par l'Autorité palestinienne, ni à plus forte raison, par le peuple palestinien. (...) Pour beaucoup de forces palestiniennes, il est nécessaire d'unifier les rangs palestiniens avant de se diriger à l'ONU, mais Mahmoud Abbas en a décidé autrement. (...) Tant que Mahmoud Abbas ne prend pas en compte les

véritables facteurs qui lui permettent de mener cette bataille à l'ONU, la reconnaissance de l'Etat indépendant de Palestine, sur les 22% de la Palestine occupée, restera une reconnaissance sur le papier et ne pourra pas constituer un levier vers la libération de la Palestine et le retour des réfugiés. Reconnaissance, oui, mais pour quoi faire?(8)

D'anciens dirigeants européens, menés par Hubert Védrine, appellent les gouvernements de l'Union européenne à reconnaître l'Etat de Palestine en septembre. (...) On remarquera que dans ces appels, il n'est nulle part fait mention des frontières de 1967 et de l'application de la Résolution 242. En clair, on fait le minimum sachant qu'au fond, le problème restera entier. On le voit, ce n'est pas gagné. Évidemment, une telle proclamation aurait avant tout valeur politique puisqu'elle ne mettrait pas fin à l'occupation israélienne. Les Etats-Unis seront amenés, à moins d'un miracle, à faire barrage par un veto dont on peut s'interroger, avec le temps et les mutations rapides du monde, sur sa pertinence. C'est pourtant une occasion unique de redonner justice à ce peuple palestinien qui n'a connu que la guerre depuis près d'un siècle et qui accepte de vivre sur moins de 20% de la Palestine originelle.

1. Jean-Claude Lefort:

http://www.lemonde.fr/idees/chronique/2011/07/14/reconnaissance-de-l-etat-palestinien-lettre-ouverte-a-mme-ash-ton_1548009_3232.html.12.07.11

2. Obama pour un Etat palestinien dans les frontières de 1967 LeMonde.fr 22.05.11

3. C.E.Chitour: Le rêve des peuples épris de justice: Un Etat palestinien. Lundi 2 mai 2011

4. Dr Zvi Tenney: <http://www.terredisrael.com/infos/?p=34379> 28 avril 2011

5. Yossi Gal: Le Proche-Orient a besoin d'une paix sincère, Le Monde 27.07.11

6. <http://www.juif.org/le-mag/405.une-resolution-dans-les-frontieres-de-1967-serait-illegal.php>

7. Daniel Vanhove, <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=24640>, le 5 mai 2011.

8. Fadwa Nassar, <http://www.ism-france.org/analyses/Reconnaître-l-Etat-palestinien-pour-faire-quoi--article-15906>, le 4 août 2011.

Chems Eddine Chitour est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.

11 août 2011

[Articles de Chems Eddine Chitour publiés par Mondialisation.ca](#)

[Mondialisation.ca](#),

3-2 flottille-humanitaire-ou-de-solidarite-le-blocus-de-ghaza-continue/.

Pendant près de deux mois, la communauté internationale a été tenue en haleine à l'approche de l'anniversaire du carnage sur le Mavi Marmara le 31 mai 2010.

Pour rappel, une flottille humanitaire a eu pour ambition coupable de porter assistance aux Ghazaouis coincés dans une prison à ciel ouvert. Résultat des courses, une dizaine de morts, une enquête de l'ONU bâclée, la récompense par le gouvernement israélien avec ostentation du commando de tueurs et le black-out total. Un an après, le blocus est toujours là, on annonce des flottilles et on se prend à rêver qu'elles puissent atteindre les côtes de Ghaza pour y apporter une aide symbolique et de la compassion en témoignant sur l'atrocité de la situation actuelle.

La solidarité par les flottilles

« Le siège inhumain de Ghaza a commencé avec la prise de pouvoir par le Hamas de la bande de Ghaza.

Rappelons que le Hamas a été élu démocratiquement – de l'avis de tous les observateurs internationaux dont le président Carter -par les Ghazaouis. Pour l'avoir élu, les Ghazaouis sont mis au ban, le Hamas diabolisé par les pays occidentaux et Israël n'a fait que mettre en musique cette sanction en décrétant un blocus inhumain. «

Depuis les bateaux Free Ghaza arrivés en 2008, écrit Eva Barlett, le mouvement qui amène des bateaux à Ghaza s'est développé de manière exponentielle. Free Ghaza a réussi à rentrer cinq fois dans le port de Ghaza et quatre autres expéditions ont été violemment contrecarrées par la marine israélienne. L'expédition maritime de 2008 a été interrompue par un navire de guerre israélien qui a arraisonné un bateau de Free Ghaza transportant du matériel médical, des militants non violents, des chirurgiens et des journalistes. La tentative de 2009 a avorté quand les soldats israéliens sont montés à l'abordage. En juin 2009, un autre bateau a été stoppé par la marine israélienne et ses passagers ont été kidnappés et déportés. Israël bloque le passage des bateaux qui veulent rentrer et sortir de Ghaza sous le prétexte de la sécurité pour soi-disant empêcher que des armes de contrebande n'entrent à Ghaza. Loin de défaire le mouvement des bateaux vers Ghaza, les agressions d'Israël ont eu l'effet inverse.

Des bateaux en provenance de Libye, de Malaisie et un bateau transportant des militants juifs ont fait route sur Ghaza et ont été bloqués par des navires de guerre israéliens avant d'arriver à la bande de Gaza. En mai 2010, Free Gaza, soutenu par l'organisation humanitaire turque IHH, a envoyé à nouveau des bateaux et des militants vers la bande de Ghaza assiégée, cette fois accompagnés par le grand bateau turc le Mavi Marmara. (...) Tout de suite après le massacre de l'année dernière, les autorités égyptiennes ont ouvert partiellement le passage de Rafah. Le siège de Ghaza a un impact sur l'eau potable (95% de l'eau de Ghaza a une qualité inférieure aux normes de l'Organisation mondiale de la santé), le système sanitaire (les eaux usées sont pompées quotidiennement dans la mer par manque de capacité de stockage), et les secteurs de l'agriculture et de la pêche (les soldats israéliens tirent tous les jours sur les pêcheurs et les fermiers). »(1)

Le blocus absolument illégal de Ghaza est considéré par le Conseil de sécurité des Nations unies comme « insoutenable et injustifiable punition collective imposée aux Ghazaouis. Pourtant et curieusement l'ONU donne raison à Israël, Eva Barlette écrit : « Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a suggéré que les nations empêchent leurs citoyens de prendre la mer en disant que les gouvernements devraient « utiliser leur influence pour décourager de telles flottilles qui peuvent engendrer une escalade de la violence ». (...) »(1)

« Pis encore, Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a appelé les gouvernements des pays de la Méditerranée à tout faire pour empêcher l'envoi d'une flottille pour Ghaza, expliquant que ces bateaux n'ont aucun intérêt humanitaire et ajoutant que pour envoyer de l'aide, il est possible de le faire à travers la route égyptienne ou les ports israéliens. Ban Ki-moon se dit particulièrement préoccupé par l'envoi d'une nouvelle flottille dans la mesure où la communauté internationale considère que ces activistes mènent une « action militaire contre Israël » (organiser quelque chose pour violer un blocus est « militaire »). »(2)

On remarquera que Ban Ki-moon n'a fait qu'obéir aux « ordres » à la fois des Etats-Unis et d'Israël, il ne propose pas de solution pour lever le blocus de Ghaza ! Même son de cloche de la part du Quartette – analogue à un groupe musical qui joue une partition, : le requiem de la cause palestinienne. Avec tout cela on nous dit qu'il n'y a pas de crise humanitaire. Laurent Zecchini écrit : « Les organisateurs de la nouvelle flottille pour Ghaza, dont le départ des ports grecs est désormais sérieusement compromis en raison du refus des autorités d'Athènes de la laisser appareiller. La dernière manifestation du succès remporté par cette offensive diplomatique israélienne est la déclaration publiée, samedi 2 juillet, par le Quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, Union européenne, Nations unies et Russie), qui demande « à tous les gouvernements concernés d'user de leur influence pour dissuader toute nouvelle flottille, qui met en péril la sécurité des participants et fait peser la menace d'une escalade ». (...) Sur le plan régional, Israël a obtenu une victoire tactique significative en convainquant la Grèce, Chypre et la Turquie de refuser toute aide logistique à la flottille. »(3)

La situation à Ghaza et la politique de fuite en avant d'Israël

Laurent Zecchini poursuit en rapportant l'ambivalence du discours sans, toutefois, le critiquer : « « Ehud Barak (ministre israélien de la Défense) n'a pas tort de dire qu'il n'y a pas de crise humanitaire à Ghaza », résume, à Jérusalem, un haut responsable européen, « les gens ne meurent pas de faim dans les rues, mais tous les indicateurs, l'éducation, la pauvreté, le chômage, l'accès à l'eau, montrent une évolution négative ». Plus de 70% des quelque 1,5 million de Ghazaouis reçoivent une aide humanitaire internationale, et le taux de chômage, officiellement estimé à 30,7%, atteint en réalité 45,2% (l'un des taux les plus élevés du monde), selon l'Unwra, Depuis que le blocus de Ghaza a été imposé par Israël, le nombre de gens vivant dans une extrême pauvreté (avec 1,5 dollar par jour), a triplé, pour atteindre 300.000 personnes. Celle-ci, insiste Gisha, « a été accrue par des années de blocus et de restrictions de mouvements ». Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), l'allègement du blocus n'a eu qu'un « impact positif marginal ». Ghaza reste, d'autre part, un territoire étranglé : Vers le sud, le blocus de Ghaza n'a été que partiellement allégé : l'Egypte a annoncé, le 28 mai, l'ouverture du point de passage de Rafah. Mais celui-ci est exclusivement réservé aux mouvements de personnes et ces derniers restent limités. »(3)

Dans le même ordre, après le massacre opéré sur la flottille humanitaire l'an dernier, il faut garder en tête le fait qu'en l'espace des six derniers mois, 700 personnes (Palestiniennes, cela va de soi...) ont fait l'objet de déplacement forcé et 600 structures civiles (immeubles d'habitation, structures sanitaires, citernes d'eau, etc.) ont été détruites. Les expropriations et la construction de colonies en Cisjordanie ne font que se poursuivre ; les violences émanant de colons et des IDF (Israéli Défense Forces) est bien réelle (y compris à l'encontre d'enfants lorsque ceux-ci sont sur le chemin de l'école) ; les restrictions aux libertés d'associations et d'expression font rage ; la liberté de circulation quant à elle, est à l'agonie (check-points où on peut être retenue des heures pour des motifs fallacieux d'y voir des personnes âgées ou handicapées y faire preuve de patience dans la peine et des soldats de 20 ans aboyer sur des individus trois fois leurs aînés. Pendant ce temps, sur les autoroutes passent à grande vitesse des familles israéliennes les cheveux au vent et riant à gorge déployée.

Une tentative bloquée par l'Europe sur ordre d'Israël

« D'autre part, Israël présenté comme un îlot de démocratie dans un océan moyen-oriental d'arriération fait de la discrimination dans sa politique envers les Palestiniens. L'Etat d'Israël dépense 5 fois plus d'argent pour un écolier juif qu'un écolier arabe, la discrimination à l'embauche et la ségrégation grandissante en matière d'habitat. On dit qu'en 2010, la ségrégation en Israël entre Arabes et Juifs est presque totale : sous le couvert du nom faussement banal. La Knesset a finalisé un projet de loi destiné à contourner les décisions antérieures de la Haute Cour de Justice. Il ne sera pas possible de le décrire autrement que comme une loi d'apartheid. Le projet de loi permettrait dans les petites banlieues rurales de rejeter les demandes de familles arabes qui « sont incompatibles avec le tissu socio-culturel de la communauté. S'il devient loi, l'amendement donnera aux comités des villages communautaires le pouvoir de limiter la résidence dans leurs villes exclusivement aux Juifs. »(4)

L'opération « flottille » n'a pu être concrétisée du fait de l'aide de toutes les compagnies aériennes européennes qui ont reçu des listes d'Israël pour ne pas laisser embarquer des militants de la cause palestinienne. La flottille pour Ghaza n'a pas dépassé les ports grecs, les pro-palestiniens de l'opération « Bienvenue en Palestine » iront-ils plus loin que les passerelles de l'aéroport Ben Gourion de Lod ? Les autorités israéliennes sont déjà sur le pied de guerre et des militants ont été refoulés à l'embarquement de Roissy-Charles-de-Gaulle jeudi après-midi. Une liste noire de 329 ou de 342 militants jugés indésirables aurait été communiquée aux compagnies aériennes desservant Israël. Selon le Haaretz, un poste de commandement militaire devait ouvrir dans la soirée de jeudi à Ben Gourion. Avec en perspective une bataille d'images à livrer. Trente-six militants pro-palestiniens venus d'Europe et interdits d'entrée en Israël, ont été expulsés dimanche 10 juillet. 82 étaient toujours détenus dans

l'attente de leur expulsion. Israël est parvenu à bloquer depuis jeudi la venue de centaines de militants qui voulaient débarquer à l'aéroport de Tel-Aviv pour se rendre en Cisjordanie occupée, soit à leur arrivée, soit en amont en dissuadant des compagnies aériennes de les embarquer »(5).

Ghaza refuse la charité du gouvernement grec

La lettre qui suit a été adressée au gouvernement grec, le 12 juillet 2011, pour lui dire clairement que la population de Ghaza ne veut pas la charité mais la liberté et le respect de ses droits humains, dont le droit à mener une vie digne. Sourd semble-t-il à sa position, un porte-parole du ministère grec des Affaires étrangères, M. Delavekouras, a réitéré « l'offre généreuse » de son gouvernement de livrer une quantité limitée d'aide humanitaire à la population de Ghaza, au lieu de l'aider à recouvrer la liberté à laquelle elle a droit.

« Nous, membres de la société civile palestinienne à Ghaza, avons observé les actions entreprises par votre gouvernement pour empêcher la Flottille de la Liberté 2 de naviguer vers la plus grande prison à ciel ouvert – la Bande de Ghaza – pour défier le blocus criminel d'Israël, qui nous prive de choses que la plupart des gens considèrent comme acquises, et d'abord et avant tout, notre liberté de mouvement. Nous sommes dans l'impossibilité de bénéficier de soins de santé adéquats ou de débouchés d'enseignement parce que nous ne pouvons pas voyager librement. Nous sommes coupés de nos familles dans les autres parties du territoire occupé et à l'étranger, et nous ne sommes pas autorisés à inviter des gens à venir nous voir à Ghaza. Et maintenant, vous avez étendu cette restriction aux gens dont la principale mission est de se tenir en solidarité avec nous. La population de Ghaza n'a besoin d'aide humanitaire que parce que nous ne pouvons pas bâtir notre économie. Nous ne sommes pas autorisés à importer des matières premières ou à exporter ; nos pêcheurs et nos fermiers sont la cible de tirs lorsqu'ils essaient de pêcher et de cultiver leur terre. A cause de la politique israélienne délibérée, 80% de notre population dépend de l'aide alimentaire, nos infrastructures sont en ruine et nos enfants ne peuvent imaginer un jour où ils connaîtront la liberté. »(6)

« Votre proposition de livrer la cargaison de la Flottille de la Liberté implique la notion que l'aide humanitaire résoudra nos problèmes et c'est une tentative médiocre de masquer votre complicité dans le blocus israélien. Les organisateurs et les participants de la Flottille de la Liberté reconnaissent que notre situation désespérée n'est pas une question d'aide humanitaire ; c'est une question de droits de l'homme. Ils emmènent avec eux quelque chose de plus important que l'aide ; ils emmènent l'espoir, l'amour, la solidarité et le respect. Bien qu'il soit évident que vous avez subi d'énormes pressions politiques pour vous soumettre à la volonté du régime israélien, de collaborer avec Israël pour violer le droit international et légitimer le siège, nous refusons d'accepter vos miettes. Nous avons soif de liberté, de dignité et de la capacité à faire des choix dans nos vies quotidiennes. Nous vous exhortons à reconsidérer immédiatement votre décision et à laisser partir la Flottille de la Liberté (...) défiant ainsi le blocus illégal israélien de la Bande de Ghaza et l'occupation illégale de la terre palestinienne. »(6)

Beau plaidoyer en vérité qui n'a pas convaincu... Si ce n'est pas une crise humanitaire ? Quelle est la solution ? Que font les pays occidentaux pour lever le blocus ? Israël continuera-t-il à imposer le fait accompli ? Chaque nouvelle bravade par de nouvelles constructions constitue un précédent irréversible. Que le Quartette avoue il y a quelques jours son impuissance n'augure rien de bon ! Les Palestiniens veulent leur Etat dans les frontières de 1967. Israël n'en veut pas ! Israël va-t-il rester dans sa tour d'ivoire et son bunker mental ! L'Heure de la raison et des concessions a sonné. Le calvaire de près d'un siècle du peuple de Palestine doit cesser. C'est une exigence morale. A quand un président ou une autorité disposant d'un magister moral capable de dire à la face du monde , à l'instar de John Fitzgerald Kennedy au plus fort du blocus de Berlin avec son célèbre « Ich bin ein Berliner ! » , « Ich bin ein Ghazoui ! »

Professeur Chems Eddine Chitour

1. Eva Bartlett. Invincibles, les flottilles de la liberté se multiplient <http://www.ipsnews.net/news.asp?idn...>, Le 9 juin 2011

2. Jeremiah Albert – JSSNews

3. Pas de « crise humanitaire » à Ghaza, mais un blocus persistant et destructeur. Le Monde 06.07.11

4. Amnon Be'eri-Sulitzeanu. La ségrégation des Juifs et des Arabes d'Israël en 2010 est presque absolue. Ha'aretz 29/10/10

5. <http://www.lemonde.fr/proche-orient...>

6. http://www.alterinfo.net/Gaza-refus..._grec_a61175.html ?preaction=nl&id=2634765&idnl=93642& juillet 20th

<http://www.inversalis-productions.eu/blog/2011/07/flottille-humanitaire-ou-de-solidarite-le-blocus-de-ghaza-continue/>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19